



RES PUBLICA

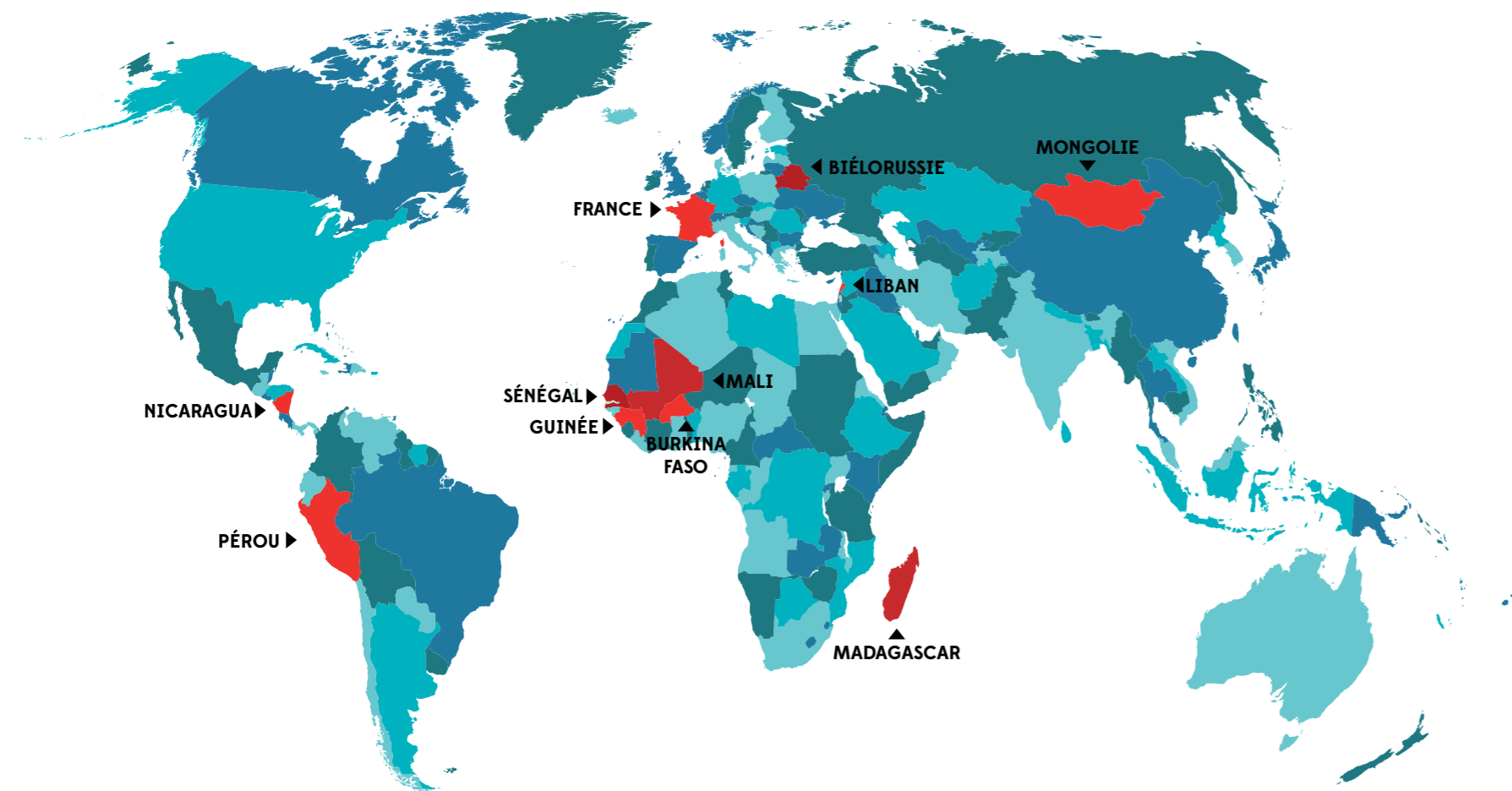
Progrès Social et Développement

















RAPPORT D'ACTIVITÉS

2017 - 2018

MAPPEMONDE DE NOS IMPLANTATIONS



SOMMAIRE

	ASSOCIATION	P. 4		NICARAGUA	P. 34
	BURKINA FASO	P. 6		PÉROU	P.38
	ÉDUCATION	P. 10		MONGOLIE	P.40
	AGRICULTURE	P. 18		FRANCE	P.42
	SANTÉ	P. 26		BRÈVES	P. 57
	CULTURE	P. 28		RÉPARTITIONS BUDGÉTAIRES	P. 60
	GUINÉE	P. 30		PARTENAIRES 2017	P. 61

MOT DE LA PRÉSIDENTE ...



Le présent rapport d'activités dresse le bilan des actions de Res Publica en France et à l'étranger. **Mobilisation, efficacité, satisfaction, tels sont les points qui caractérisent le bilan de l'année écoulée.**

Forte de ses vingt années d'existence, notre association a su réaliser l'essentiel des projets initiés ou menés conjointement avec nos partenaires. C'est la somme d'un travail collectif et d'une aventure humaine suscitant un fort engagement et de nombreuses satisfactions.

La Satisfaction d'avoir pu atteindre les objectifs que l'on souhaitait en France : celui de réengager les débats d'idées, renouer le dialogue citoyen, mettre les réflexions citoyennes en lumière, renforcer le pacte entre l'intérêt général et le devoir d'agir à travers notamment « **La Chose Publique** », le festival des idées. Cet événement est **organisé sur fonds propres depuis 2016**, à l'initiative de l'association Res Publica et en collaboration avec la Villa Gillet à Lyon.

Après le succès de sa deuxième édition à l'automne dernier et ses quelque 3000 participants, « **La Chose Publique** » **2018 se tiendra à l'automne prochain du 15 au 24 novembre**. Je vous invite d'ores et déjà à réserver vos dates.

Au Burkina Faso, c'est aussi **la satisfaction** sur le plan éducatif, d'avoir construit la toute première école maternelle de la commune rurale de Pella, la deuxième après celle de Nanoro, inaugurée en 2008. Comme de nombreux

villages ruraux au Burkina Faso, Pella n'avait jusqu'ici pas d'infrastructures scolaires pour les tout-petits. **La démographie galopante, favorisée par le boom des naissances et les nouveaux défis liés au développement**, imposait vivement que le village soit doté de structures d'accueil préscolaire en faveur des enfants de moins de six ans.

Nous soutenons et encourageons l'éducation à la base, qui permet aux enfants de bénéficier des mêmes formations et des mêmes avantages que leurs camarades citadins.

Nous sommes toujours actifs dans les communes rurales de Nanoro, Pella et Soaw (province du Boulkiemde dans la région Centre-Ouest) et intervenons principalement sur quatre leviers du développement (l'éducation, la santé, l'agroéconomie et la culture) au Burkina Faso.

Après plus de 17 ans de présence, notre action est au cœur du système éducatif de notre zone d'intervention. L'ensemble des problématiques de scolarisation a connu une amélioration visible : nous sommes passés de 3000 à plus de 17000 enfants scolarisés au primaire. **Sur les 15 dernières années, le nombre d'enfants scolarisés a été multiplié par six.** Les constructions ont permis de rapprocher les capacités d'accueil des besoins, qui restent énormes, compte tenu de la forte croissance de la population. Déjà, une nouvelle génération de diplômés est aujourd'hui entrepreneur, ingénieur, cadre ou fonctionnaire de l'Etat burkinabè.

La scolarisation et le maintien des filles à l'école, grâce aux bourses Res Publica et aux dispositifs d'accompagnement mis en place en faveur des parents d'élèves (activités génératrices de revenus AGR, prêts à taux zéro...), repoussent l'âge du mariage et de la maternité des jeunes filles.

Nos priorités actuelles restent le maintien des bons résultats scolaires dans les établissements, **la transition d'une éducation de masse à une éducation de qualité** et enfin la **construction de plusieurs écoles maternelles** afin que les enfants des zones rurales entrent au CP avec, notamment, une bonne connaissance de la langue française.

Partout où nous intervenons, notre ambition reste fidèle à la vocation et aux valeurs de notre association : poser un regard attentif sur **les conditions de vie des populations vulnérables et faire en sorte de les améliorer.**

Sur le plan international, nous avons, avec **satisfaction**, réussi à établir l'accès à l'eau potable dans des villages isolés du Nicaragua (El Cedro, Pueblo Nuevo, El Guayabo Coperna...) et du Burkina Faso (Tiéfora, Mangodara...) en collaboration avec nos partenaires locaux.

Aujourd'hui, plus de deux décennies après la création de Res Publica, nous avons la volonté d'aller toujours plus loin. Nous sommes convaincus que **les enjeux éducatifs, environnementaux et ceux relatifs à la réduction de la pauvreté** sont interdépendants et restent malheureusement d'actualité.

Relever ces défis exige de **développer des solutions organisationnelles durables et efficaces**, nous orientant ainsi à **travailler en synergie avec les acteurs locaux pour mettre en œuvre ces solutions.** Nous envisageons l'avenir avec espoir, sérénité et un idéal : celui de promouvoir l'intérêt général où que nous soyons !

Au nom de l'ensemble des salariés et bénévoles de Res Publica, je vous souhaite à toutes et à tous, une excellente rentrée et une bonne lecture.

Françoise PERRIN
Présidente de Res Publica



RES PUBLICA RENFORCE SON ÉQUIPE



Notre association renforce son activité de développement avec l'arrivée, au poste de Directeur adjoint, de Monsieur Fabien Pages, 49 ans. Il vient épauler Madame Françoise Perrin, la Présidente de Res Publica.

Après dix années de direction d'établissements médico-sociaux, c'est avec plaisir, **beaucoup d'intérêt et engagement**, que j'ai rejoint l'association Res Publica depuis le début d'avril 2018.

Au regard de ses dix-huit années d'existence et de **l'ampleur du travail accompli, la mission qui m'est confiée est gratifiante et importante**. C'est avec un enthousiasme certain que je m'inscris dans la poursuite des actions engagées sur l'ensemble des structures, France et Burkina Faso. Les **propositions et l'étude collaborative de nouveaux projets seront, bien entendu, au cœur de mes préoccupations** dans le respect de la philosophie qui est la nôtre.

Res Publica connaît depuis sa création un développement important, par la diversité de ses actions propres et de soutien, et parallèlement par sa taille et son organisation. Forte par sa connaissance des enjeux internationaux et grâce à son implication sur le terrain, Res Publica a su engranger de nombreuses compétences dans le suivi et la gestion de projets.

L'ensemble des acteurs de Res Publica, salariés et bénévoles, contribuent à son développement et représentent aujourd'hui sa force vive. **L'organisation et la structuration de nos ressources humaines doivent nous permettre d'optimiser les compétences et d'axer nos objectifs vers une évolution qualitative de nos actions**. **Mon implication et ma présence au Burkina Faso** auront pour objectif de poursuivre et de proposer de **nouvelles actions** dans les différents champs :

Celui de **l'éducation**, par la **multiplication** et la poursuite du développement des **écoles maternelles (pré-scolaire)**, la promotion de la qualité des

enseignements, de l'accès à la culture, la **mise en place d'actions de sensibilisation favorisant le maintien et la réussite scolaire**, de mesures d'accompagnement et de prévention en matière de santé auprès de publics jeunes.

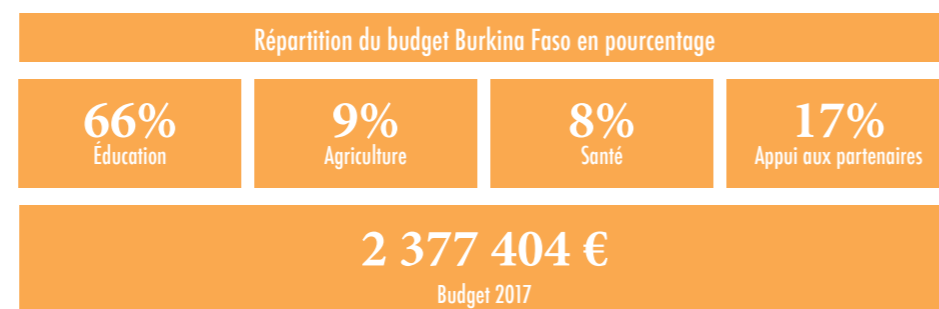
Celui de **l'environnement**, avec un projet de **collecte et de mise en place d'un atelier de traitement et de valorisation des sacs plastiques**, la pédagogie et la prise en compte des enjeux et conséquences liées au respect de l'environnement ;

Le **partage d'expériences**, les partenariats et collaborations avec l'ensemble des acteurs associatifs, économiques, institutionnels seront à privilégier pour poursuivre nos actions et développer nos capacités d'implication au Burkina Faso.

Nos valeurs de partage et de solidarité, **notre engagement pour un progrès social, au service de l'intérêt général, continueront de guider nos initiatives et nos actions**.

Je remercie l'ensemble des équipes France et Burkina Faso pour l'accueil qui m'a été réservé.

Fabien PAGES
Directeur adjoint Res Publica



MOT DU COORDONNATEUR NATIONAL LE CHANGEMENT AU BURKINA FASO EST L'AFFAIRE DE TOUS



« Eh ! Dieu reviens... ils sont tous devenus fous... »
J'emprunte cette interpellation à un auteur. Les contextes sont peut-être différents. Mais dans un cas, comme dans l'autre, **ces cris de cœur traduisent une situation dans laquelle on se sent impuissant au mieux, désespéré au pire**. Dans le rapport d'activités 2017/2018, nous écrivions : « **Burkinabè où es-tu ?** » **devant une situation socio-politique marquée par un incivisme sans précédent**.

Nous nourrissions, malgré tout, un secret espoir de voir les choses changer en mieux au cours de l'année 2017. **Un changement des mentalités et l'instauration d'une meilleure culture du travail** demeurent encore et toujours **une chimère**.

Au Burkina Faso, pays que je connais le mieux, tout le monde réclame le changement. Mais, peu nombreux sont ceux qui l'acceptent au niveau individuel. **Nous exigeons des autres et de nos dirigeants un changement !** Et nous alors, qu'avons-nous fait pour montrer le bon exemple autour de nous ? Parce que le changement, le vrai, est surtout individuel. Il doit s'opérer dans le poste de travail (l'espace professionnel) et dans le quartier (l'espace commun). C'est également **notre comportement citoyen, notre regard vis-à-vis des personnes vulnérables**. C'est enfin, l'abandon de préjugés à l'égard de toute personne, sans discrimination aucune.

Changeons ensemble en mettant l'intérêt général au cœur de nos actions. Ainsi, nous apporterons notre contribution à la construction citoyenne d'un Burkina-Faso nouveau et prospère, dans lequel ses filles et fils se réconcilieront pour vivre ensemble dans la paix et la tranquillité.

Res Publica est attentive, plus que jamais, à tout ce qui se passe au Burkina Faso. **Elle travaillera toujours à éveiller les consciences citoyennes, à faire évoluer les mentalités et les comportements à travers son programme « Education pour tous »**. Cet engagement s'est concrétisé par l'ouverture en octobre 2017 du Centre d'Eveil et d'Education Préscolaire (CEEP) dans la commune rurale de Pella.

De même, le changement dans notre programme de développement, c'est également **d'améliorer l'offre et la qualité des soins de santé des populations**. Le financement de la construction du Centre de Santé et de Promotion Sociale Urbain (CSPS) de la Commune rurale de Nanoro répond à cet objectif.

Le changement profond doit induire une meilleure qualité de vie des populations. C'est un devoir pour tous ! C'est notre engagement.

J'adresse mes sincères remerciements à tous les partenaires de Res Publica.

Basile DARGA
Coordonnateur National Res Publica
Chevalier de l'Ordre National

DJAMILA UN MODÈLE POUR TOUTES LES JEUNES FILLES

Les bourses qu'octroie Res Publica chaque année ont un impact direct sur la vie des bénéficiaires. Bien plus qu'une seule aide financière, ces sommes d'argent sont bien souvent le coup de pouce, ou simplement la petite tape dans le dos, qui permettent à ces filles et garçons, souvent sans repères ni appui, de ne pas abandonner et de tenir bon pour reprendre leur vie en main.

Je m'appelle Djamil Kadéba. Je suis née à Bobo Dioulasso dans une famille modeste. Orpheline de père à l'âge de 7 ans, j'ai rejoint Ouagadougou avec ma mère et mon frère aîné. Nous étions donc à la charge unique de notre mère qui assurait les frais de scolarité.

Depuis le primaire, **j'ai toujours été brillante à l'école**, étant toujours parmi les trois meilleurs élèves de la classe. J'ai franchi tous les obstacles du cursus scolaire et j'ai obtenu mon bac scientifique en 2009.

Je rêvais de poursuivre **une formation dans le Génie Civil, une filière réputée masculine** à l'époque. Cependant, peu d'écoles offraient cette formation et surtout les coûts étaient très élevés pour ma famille.

Par une connaissance de ma mère, nous avons été mis en contact avec l'**ONG Res Publica** qui, au vu de mes résultats, a accepté de prendre ma scolarité en charge. Cette bourse m'a permis de m'inscrire à l'École Supérieure Polytechnique de Kaya où j'ai obtenu un DUT en Génie Civil en 2011. J'ai ensuite poursuivi mes

études à l'Institut International de l'Eau et de l'Environnement (2iE) d'où je suis sortie en 2014 ingénieur des travaux en Génie Civil option routes et ouvrages d'art. **L'aide financière de l'association m'a permis de me consacrer pleinement à mes études et de réaliser mon rêve.**

Grâce à un ami, j'ai pu avoir un contrat d'embauche dans une entreprise au Togo. J'ai travaillé à la construction de routes et j'ai beaucoup appris. **Je suis ensuite rentrée au Burkina Faso où je suis, depuis novembre 2017, consultante pour le compte d'un projet financé par le gouvernement allemand, « Petite Irrigation dans le Grand Ouest » (PIGO).** D'une durée de quatre ans, le projet vise l'augmentation des revenus agricoles et l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations rurales.

Je m'épanouis vraiment dans ces activités et souhaite être un modèle pour toutes les jeunes filles voulant embrasser ce métier.

Je remercie de tout cœur Res Publica pour la chance qui m'a été donnée.

Djamila KADÉBA
Consultante chez PIGO



UN BURKINABÈ À L'UNIVERSITÉ DE GRENOBLE



Je m'appelle Josias Elie Namoro, j'ai 25 ans et je suis originaire de Léo, chef-lieu de la province de la Sissili, au Centre-Ouest du Burkina Faso, à 13km de la frontière du Ghana. **En novembre 2011, je quitte le Burkina pour l'Algérie après avoir obtenu une bourse d'étude récompensant les meilleurs élèves au baccalauréat.**

En 2016, après 5 ans d'algérianisation et d'études, j'obtiens mon Master en didactique du français langue étrangère à l'Université Ibn Khaldoun de Tiaret.

A la suite de ces études, **je nourrissais l'ardent désir de poursuivre et de découvrir d'autres bases de connaissances**, traduisant ainsi, la volonté de s'immerger dans une nouvelle culture. **Ce rêve n'était cependant pas à portée de main. Comment le réaliser ?**

Après avoir obtenu une réponse de l'Université de Grenoble (UGA) qui m'acceptait dans son nouveau Master de Sciences du Langage, spécialité médiation langagière et culturelle en situation de conflit, la question financière restait cependant le dernier obstacle puisque je ne disposais d'aucune source de financement. C'est à ce stade de la procédure que Res Publica est intervenue en acceptant de m'accompagner et de me prendre en charge pendant les deux années d'enseignement. Depuis septembre 2016, je perçois régulièrement une bourse qui me permet de vivre et de poursuivre sereinement mes études.

Ma formation actuelle vise essentiellement à développer une expertise sociolinguistique ainsi que des compétences en matière de gestion de conflits. Dans le cadre de ma formation, j'ai eu l'occasion de faire, en première année de Master, un stage de deux mois et demi en médiation familiale. Durant cette courte expérience, j'ai pu observer les pratiques de professionnels et j'ai également eu la possibilité d'intervenir pendant les séances de médiation. En somme, une expérience enrichissante.

Cette année, **en stage pendant six mois à Saint-Pierre d'Albiny, Savoie, je travaille sur un projet autour de la création d'un support de**

communication et de médiation destiné aux migrants mineurs non accompagnés (MNA). Je travaille également avec les différents services qui accueillent ce public et qui font souvent face à des difficultés linguistiques voire interculturelles. Le projet vise ainsi à fournir aux services d'accueil de mineurs non accompagnés, au niveau national, un document non linguistique (fait uniquement d'images sous forme de bandes dessinées), l'objectif étant de réduire le recours aux documents textuels qui nécessitent des connaissances linguistiques.

Ce stage que je viens de terminer, m'a permis non seulement de comprendre la problématique autour de l'accueil des migrants de façon générale, mais surtout celle des mineurs non accompagnés et de ce fait, mener un travail de sensibilisation auprès des professionnels prenant en charge ces mineurs.

Aujourd'hui, la question migratoire reste un sujet d'actualité très sensible. **Au regard du travail déjà engagé dans la prise en charge des migrants mineurs non accompagnés, j'ambitionne de travailler à court terme dans ce secteur dans l'optique d'enrichir mon expérience professionnelle**, en investissant mes compétences dans l'accompagnement des jeunes accueillis et auprès des professionnels à travers des ateliers et des formations diverses.

A terme, je souhaiterais pouvoir investir et participer au développement de mon pays à travers divers projets qui sont encore en train de germer dans mon esprit. **Je pense notamment à la création d'une école de formation en médiation pour former des jeunes à la promotion de la paix**, et ce, par le biais de l'organisation d'ateliers de formation et de campagnes de sensibilisation.

J'estime aujourd'hui que **la promotion de la paix devrait être un objectif non négligeable dans «une terre des hommes intègres», théâtre de violences récentes**, où l'on doit rester vigilant pour que des valeurs comme la tolérance, le partage ne fassent pas partie d'un lointain passé.

Josias Elie NAMORO
Boursier Res Publica

UNE ANNÉE SCOLAIRE DIFFICILE...

Reconnue comme le socle de l'égalité, **l'éducation est un levier incontournable** du développement. C'est donc logiquement, que le soutien à la promotion de l'éducation, demeure l'une des actions prioritaires de Res Publica au Burkina Faso !



En route pour la maternelle

Il est avéré qu'un enfant scolarisé dès l'âge de trois ans aura plus de facilités dans son cursus scolaire car il aura, notamment, appris très tôt la langue française. C'est la raison pour laquelle **Res Publica a décidé de mettre l'accent sur l'enseignement préscolaire**. Ainsi, la rentrée 2017 a vu l'ouverture d'un nouveau Centre d'Éveil et d'Éducation Préscolaire (CEEP), entièrement construit et équipé par l'association et qui a été inauguré le 6 novembre dernier. **Déjà 125 enfants** ont pu y être accueillis par une équipe enseignante au complet, affectée par le Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (MENA). **La prochaine ouverture de maternelle aura lieu à la rentrée**

2019/2020 dans la commune rurale de SOAW qui fait partie de notre zone d'intervention. Elle est attendue avec une impatience croissante par les parents de jeunes enfants...

Le CEEP de Nanoro continue sur sa lancée. Les parents se bousculent dès la fin juin pour y inscrire leurs enfants. L'effectif maximum est fixé à **150 élèves**. **Une classe de 50 élèves nécessite un éducateur et un moniteur**. Or, le Ministère a des difficultés pour affecter ces enseignants qui ne sont pas encore formés en nombre suffisant.

Pour la première fois, tous les élèves de la Grande Section de la maternelle ont pu rejoindre ensemble la classe de CP1 de l'école Nanoro C, la toute première école Res Publica. Une enseignante chevronnée et motivée en a eu la charge avec l'accompagnement du directeur. Tous les élèves passent en classe supérieure.

Une année perturbée au Primaire

Quelquefois, les résultats peuvent être trompeurs...

Cette année, nous avons eu le plaisir de voir s'installer, aux trois premières places du classement au Certificat d'Études Primaires (CEP) de la Province du Boulkiemde, trois des quatre Circonscriptions d'Enseignement de Base (CEB) où nous intervenons : **Nanoro2 avec 83,67%**, **Nanoro1 avec 80,87%** et **Soaw avec 78,35%**. Seule la **CEB de Pella** a fait un mauvais résultat avec **52,75% de réussite**.

En revanche, l'année scolaire 2017/2018 a connu, dès la rentrée d'octobre, **une crise exceptionnelle** qui a vu la mobilisation de toutes les enseignantes et de tous les enseignants **sous forme de sittings et de grèves successives**. Cette situation catastrophique pour l'apprentissage des élèves a pris fin le 31 janvier 2018, lorsque l'Etat a pris des engagements afin de mettre les enseignants dans de meilleures conditions de travail avec une revalorisation de leur statut.

Le Ministère a donc décidé, afin de sauver l'année scolaire et d'éviter **une année blanche**, de revoir le calendrier scolaire : **raccourcir les congés et effectuer les trois trimestres en... quatre mois !**

Devant cet état de fait, nous avons privilégié les formations des enseignants. L'apport de vivres par les parents et la dotation de l'Etat ont à peu près suffi pour faire fonctionner la cantine endogène pendant ces quatre mois. **Depuis quelques années, nous avons mis l'accent sur la culture. Malheureusement, rien n'a pu être entrepris en 2018, compte tenu du manque de temps, la priorité ayant été donnée aux cours magistraux...**

Enfin, nous avons répondu favorablement aux demandes de micro-crédits des associations de mères éducatrices (AME). Nous avons étudié leurs projets, généralement petit élevage, maraîchage, activités de transformation (beurre de karité, savons...), **nos agents d'éducation ont fait le suivi de ces activités et tous ces groupements de mères d'élèves ont pu rembourser leur emprunt fin juin, à la clôture des écoles**. Grâce à ces micro-crédits, elles sont en mesure de mieux nourrir, soigner et régler les frais de scolarité de leurs enfants.

En conclusion, nous pensons que les efforts que nous avons consentis pour que l'année se passe, malgré les grèves d'enseignants, dans de bonnes conditions à Nanoro, Pella et Soaw, ont porté leurs fruits dans les résultats obtenus au CEP. **Mais le taux de réussite provincial, 63,22%**, est inférieur cette année à celui de l'année 2017 qui était de **70,25%**.

Et l'enseignement secondaire ?...

Nous déplorons encore une fois les perturbations dues aux grèves des professeurs qui, comme pour l'enseignement primaire, ont marqué **les quatre premiers mois de l'année scolaire**. Ces mouvements de professeurs ont été accompagnés, dans certains établissements secondaires, de manifestations d'élèves... De nombreuses activités, notamment culturelles, n'ont pu être menées.

Nous avons aussi été confrontés à des difficultés d'ordre administratif, en particulier au **lycée Nicolas PERRIN** de Boulpon: changement de proviseur en cours d'année, absence d'intendant toute l'année, pas d'attaché d'éducation pendant plusieurs mois...

Cependant, c'est à la rentrée scolaire que nous avons pu ouvrir **une classe de seconde scientifique**, ce qui a permis à de nombreux élèves de s'inscrire plus près de chez eux et ce qui a permis également de **désengorger le lycée départemental de Nanoro**. Il est donc bien regrettable que le personnel administratif n'ait pas été en place dès la rentrée.

Comme il fallait s'y attendre, **les bons résultats obtenus au BEPC 2017 n'ont pas été reconduits** en 2018 (40,91% contre 60,56% !).

Au Baccalauréat série A, le **taux de réussite est de 60%**. La Région du Centre-Ouest affiche un taux toujours très faible de 41,30% contre 43,38% à la session de 2017 !

Au CEG de Nazoanga, beaucoup d'efforts ont été faits et cela a permis d'atteindre un taux de réussite au BEPC de 54,93%. Parmi les établissements secondaires créés par Res Publica, **la palme revient au CEG de Soum qui affichent un taux de réussite de 80%**.

Afin de motiver les enseignants à la tête des classes de troisième, et afin de ne pas tomber dans la rétribution d'heures supplémentaires, **nous avons fixé un barème de primes** à la réussite au BEPC, proposé par les enseignants et que nous avons accepté. Il semble que cette façon de faire ait encouragé les professeurs à s'investir encore plus auprès des élèves.



Nous avons également remarqué que les jeunes filles internes au CEG de Nazoanga ont brillé par leurs résultats et, pour la plupart, elles rejoindront le pensionnat du lycée Nicolas PERRIN de Boulpon, qu'elles choisissent les sciences ou les lettres en seconde.

En conclusion, malgré les efforts que nous consentons dans les établissements soutenus par Res Publica, nous n'atteignons pas encore notre objectif, celui de l'excellence. Nous avons donc besoin d'un **accompagnement permanent de l'Etat** qui doit s'investir au secondaire en affectant, dès la rentrée, des professeurs qualifiés en nombre suffisant ainsi qu'un personnel administratif compétent.

Mais restons optimistes, une nouvelle rentrée est proche et tous les espoirs sont permis...

*Françoise PERRIN
Présidente Res Publica*

Bénéficiaires

264
Élèves au préscolaire

18 526
Élèves au primaire
(dont 50% de filles)

6 644
Élèves au secondaire
(dont 1083 boursiers Res Publica)

174
Étudiants au supérieur

1 567 324 €
Budget 2017

UN BON DÉPART DANS LA VIE !

Le Centre d'Eveil et d'Education Préscolaire (CEEP) de Pella est à sa première année de fonctionnement. Ayant **pour mission d'assurer l'éveil, l'éducation, la socialisation et la protection des jeunes enfants, le CEEP de Pella, entièrement construit et équipé par Res Publica**, a ouvert ses portes le lundi 06 Novembre 2017. Au titre de l'année scolaire 2017-2018, le CEEP a accueilli 125 enfants de trois à six ans dont, 56 filles et 66 garçons, répartis dans les trois sections que sont la Petite Section, la Moyenne Section et la Grande Section. La structure fonctionne sur la base des cotisations des parents d'enfants et en grande partie de la subvention de Res Publica.



Il est à noter que la population apprécie positivement l'ouverture du CEEP car il permet aux parents, dont 96% d'entre eux sont des paysans, de disposer désormais de plus de temps pour leurs activités. **Le CEEP de Pella est animé par un personnel éducatif qualifié et dévoué et un personnel de soutien efficace qui œuvrent au bien-être des enfants.** Un comité de gestion opérationnel travaille aux côtés des éducateurs pour assurer le bon fonctionnement de la structure.

A la différence des autres Centres d'Eveil et d'Education Préscolaires où les cours ne vont pas au-delà de 11h30, le CEEP de Pella fonctionne en régime continu de 06h30 à 17h30 sauf les mercredis où les cours sont suspendus à 12h00. Les activités d'éducation qui sont menées au profit des enfants sont conformes au Programme National d'Education Préscolaire (PNEP).

Pour répondre aux besoins prioritaires des enfants, des thèmes ont été dégagés par section, sur la base desquels des projets de programmes d'activités ont été savamment élaborés par l'équipe en place. Différents thèmes ont été abordés au cours de cette année : la contribution de l'expression orale en langue française dans le développement du langage chez l'enfant de la Petite Section. La découverte de son milieu de vie, facteur de socialisation de l'enfant de la moyenne section. Ou encore l'expression orale en langue française comme moyen de communication des enfants dans les structures préscolaires, cas de l'enfant de la Grande Section du CEEP de Pella.

Pour une meilleure prise en charge des enfants par les parents, les éducateurs, avec l'appui de Res Publica, organisent en continu des activités d'éducation parentale. Ces activités consistent en des visites à domicile, des entretiens et des causeries éducatives. **Sur le plan de la protection, Res Publica permet à chaque enfant de bénéficier d'une visite médicale et d'un examen de l'électrophorèse d'hémoglobine afin de dépister d'éventuels cas de drépanocytose.** Pour répondre aux besoins nutritionnels des enfants, il leur est servi chaque jour trois repas.

A cet âge, le vecteur d'acquisition de compétences passe par le jeu. Le CEEP de Pella dispose d'une vaste aire de jeux et d'installations ludiques variées. **L'éducation préscolaire, devenue une réalité dans la commune de Pella va contribuer à changer les habitudes des populations** et impacter positivement le rendement scolaire des enfants.

Augustin ZONGO
Directeur du CEEP de Pella

BOUREIMA MONÉ : DE ZÉRO À HÉROS...



Je m'appelle Boureima Moné. Comme beaucoup de jeunes Burkinabè, j'ai eu un parcours atypique qui a commencé après mon admission au Certificat d'Etudes Primaires (CEP) et au concours d'entrée en classe de 6ème en 1995. J'avais alors 15 ans. Faute de place au collège d'enseignement général (CEG) devenu lycée de Garango, je fus affecté au lycée Rialé de Tenkodogo pour y continuer ma scolarité.

Là-bas tout ne se passa pas convenablement puisque je fus exclu après avoir redoublé la classe de 5ème. Cet échec est sans doute causé par un manque de suivi parental mais surtout par l'absence de moyens matériels et financiers. En effet, **Tenkodogo est à une vingtaine de kilomètres**

de Sabtenga, mon village d'origine, mais je devais parcourir cette distance tous les week-ends et à pied pour rechercher des moyens de subsistance (vivres, condiments, ...) auprès de mes grands-parents. Je vous révèle que mon père était décédé longtemps avant et que ma mère s'était remariée.

Après ce premier échec et bien décidé à continuer ma scolarité, je me rendis chez ma mère à Ouagadougou espérant bénéficier de son aide. Là je trouvai que **ma mère avait en grande partie la charge de ses quatre nouveaux enfants et que les moyens lui manquaient pour m'inscrire au collège.** Dès cet instant, commencent les petites activités pour survivre. Tantôt la vente d'eau (avec la barrique sur deux roues), tantôt aide-maçon puis blanchisseur (lavage et repassage de vêtements) jusqu'en 2007. **Mes deux grandes chances qui m'ont empêché de sombrer dans la délinquance ont été la foi chrétienne et Res Publica.** La première pour m'avoir donné une éducation dont la famille avait perdu le contrôle et la seconde m'a donné l'espoir de vivre heureux et de donner un sens à ma vie.

Ma rencontre avec Res Publica

Elle a eu lieu à Garango au cours des activités de construction et de réfection d'écoles. Je suivais à l'époque les cours de 4ème en cours du soir. **Le coordonnateur de l'association me lança le défi qui consistait à obtenir mon Brevet d'Etudes du Premier Cycle (BEPC) pour bénéficier du soutien de Res Publica**, afin de me former dans une école de formation professionnelle de mon choix. Ayant choisi l'éducation, je me battis et réussis tour à tour au BEPC, au test de recrutement d'élèves instituteurs pour complément d'effectif à l'Ecole Nationale des Enseignants du Primaire de Loumbila (ENEP). A l'issue de la formation je réussis aussi au test d'intégration dans la fonction publique. J'enseigne actuellement à l'école publique de Fottigué, dans la Circonscription d'Enseignement de Base (CEB) de Bittou2, dans la province du Boulgou.

Aujourd'hui, je peux dire avec joie que Res Publica m'a fait passer de zéro à héros. Elle a pris en charge la totalité des frais de ma formation à l'ENEP de Loumbila. En plus de cela, elle m'a accordé une bourse qui m'a permis de subvenir à mes besoins durant la formation. Après mon admission dans la fonction publique, j'ai aussi bénéficié de frais d'installation de la part de Res Publica.

Grâce à Res Publica, ma famille et moi sommes à l'abri des besoins et, en plus, nous avons l'opportunité de servir la mère patrie en éduquant ses fils et ses filles.

Pour terminer ce témoignage, je dirai que Res Publica est l'une des meilleures choses qui me soient arrivées et que seul Dieu est en mesure de récompenser ses responsables et ses partenaires.

Vive Res Publica et bon vent à toutes ses activités au Burkina et partout dans le monde !

Boureima MONÉ
Instituteur dans la Province du Boulgou

PETIT À PETIT : UNE ASSOCIATION AU SERVICE DE L'ÉDUCATION

Depuis plusieurs années, Res Publica accompagne et finance des projets proposés et mis en œuvre par l'association «Petit à Petit» au Burkina Faso. Cette association, créée en 2000, a pour objectif d'améliorer l'offre éducative et sanitaire dans la commune rurale de Karangasso-Viguié.

Elle construit et équipe de nouvelles écoles ainsi que des classes supplémentaires. **Petit à Petit a ainsi implanté 41 bibliothèques scolaires et construit 63 salles de classe** (53 au primaire et 10 au collège) dont 23 salles entièrement financées et équipées par Res Publica. Le dernier bâtiment, celui du village de Semagama, a été inauguré en février 2018 en présence des fondateurs de Res Publica.



Outre l'installation des cantines endogènes (22 au total) dans chaque école, Petit à Petit dote également les enseignants en matériel pédagogique (grandes ardoises, mobilier et fournitures de bureau) et **met à disposition une vingtaine de logements privés au profit de ces derniers, qui doivent souvent abandonner le confort de la vie urbaine pour les villages de brousse**. Dans la même dynamique, l'association a également construit 7 forages et 88 latrines scolaires et a fourni plus de 2000 tables-bancs et environ 2 300 ardoises géantes pour la mise en œuvre de la pédagogie de groupe. Toutes ces actions visent à désengorger les classes et à améliorer les conditions d'apprentissage des enfants.

Petit à Petit ... l'histoire d'une rencontre

L'association «Petit à Petit» Burkina Faso est née d'une rencontre entre deux françaises installées au Burkina Faso et la population de Karangasso-Viguié, commune rurale comprenant plus d'une cinquantaine de villages isolés.

Face au manque d'infrastructures éducatives (seulement 12 écoles primaires à l'époque), elles décident de donner un coup de pouce aux circonscriptions d'enseignement de base (CEB) de la commune rurale. **Deux CEB qui se distinguent aujourd'hui par leurs résultats encourageants.**

Aissata TRAORE
Chargée de mission Res Publica

«VIVRE AVEC BAZOULÉ» ACCROÎT SON OFFRE ÉDUCATIVE



Dans sa mission de promotion de l'éducation en zone rurale, Res Publica travaille aussi en étroite relation avec des associations locales investies dans le domaine scolaire au Burkina Faso.

Créée en décembre 2005, « Vivre avec Bazoulé » est **une association humanitaire qui vise à soutenir un village de brousse « Séguédin »** rattaché à la commune de Bazoulé **situé à 30 km à l'Ouest de Ouagadougou**. Les actions de l'association sont tournées vers l'éducation, la santé et l'aide au développement, mais l'association porte une attention particulière à l'accompagnement et au soutien des élèves dans leur parcours scolaire.

C'est à ce titre que **Res Publica finance en 2016 la construction d'un bâtiment de deux salles de classe**, d'une bibliothèque et d'un bureau administratif. Il s'agit d'un appui conséquent, qui permet d'accroître l'offre éducative dans cette zone rurale et apporte une réelle réponse aux requêtes de ses habitants.

En effet, **la classe de 6ème était sous paillote et souvent à la merci des intempéries, des serpents et des ânes.**

Après deux ans d'attente les élèves, dispersés dans des salles d'emprunt, ont pu rejoindre leur nouveau collège à la rentrée 2017. Celui-ci accueille **272 élèves** et a présenté sa première promotion BEPC avec **24 candidats dont 12 filles et 12 garçons**. C'est avec joie que nous avons appris que tous ont eu leurs précieux sésame.

Merci aux responsables de Res Publica qui nous ont permis d'atteindre nos objectifs et de faire rêver les enfants de la commune. Nous gardons espoir que cette **collaboration fructueuse** puisse continuer !

Guy SORGHO
Président Vivre avec Bazoulé

LES SACS PLASTIQUES, C'EST PAS FANTASTIQUE !

« Y'en a marre » de voir les paysages burkinabè défigurés par les sacs plastiques ! Res Publica s'engage cette année dans un projet ambitieux pour un environnement meilleur.

Notre rencontre avec la coopérative Yamba-D-plastiques nous donne l'espoir de pouvoir enfin débarrasser les paysages des sacs plastiques noirs, blancs ou bleus. Yamba-D Plastique, une coopérative qui, grâce à une expérimentation innovante, fabrique des tables-bancs scolaires au Burkina Faso à base de déchets plastiques recyclés.



L'association Res Publica soutient la coopérative en y effectuant des commandes importantes de tables-bancs recyclées destinées à l'équipement des écoles de la zone de Nanoro, Pella Soaw. **Grâce à ce partenariat, la coopérative a ainsi pu améliorer sa productivité et sa visibilité. En plus d'œuvrer pour le recyclage et la préservation de l'environnement, la coopérative génère une activité économique. Elle emploie aujourd'hui cinq personnes qui traitent 250 kilogrammes de sacs-plastiques par jour, nécessaires à la production effective de huit tables-bancs.**

Selon les projections, **la production annuelle de 4000 tables-bancs (le plastique remplaçant le bois utilisé habituellement) permet de collecter 120 tonnes de déchets plastiques par an**, de créer une vingtaine d'emplois dans la coopérative et d'équiper 200 classes pour 12000 élèves.

Res Publica soutient cette année le développement de la coopérative par deux commandes de 105 tables-bancs (soit 210 unités) pour équiper dès la rentrée, deux nouvelles écoles construites sur notre zone d'intervention (Gogo de Nanoro et Zaghiri de Soaw).

Ce développement est important car il permet de répondre à plusieurs objectifs de notre projet :

- La mise en place d'un système de collecte des sacs plastiques dans nos communes d'intervention (Nanoro, Pella et Soaw) ;
- La création d'une plateforme de tri et de stockage ;
- La création d'un atelier de production délocalisé de la coopérative.

Un premier pas pour initier une économie locale et circulaire.

Fabien PAGES
Directeur adjoint Res Publica



DAVID, LE NOUVEAU RESPONSABLE AGROPASTORAL



Une population toujours plus nombreuse, des surfaces cultivables qui s'amenuisent et des changements climatiques qui n'augurent rien de bon : voilà les enjeux auxquels doivent répondre les agents d'agriculture au Burkina Faso. Au service agropastoral de Res Publica, deux personnes prennent à cœur leurs responsabilités et espèrent bien contribuer à améliorer le sort de leurs concitoyens.

Je m'appelle David Dassablaga Conombo. Je suis marié et père de deux enfants. Je suis titulaire d'un BTS option agronomie obtenu au Centre Agricole Polyvalent de Matourkou. Auparavant et durant six années d'études (de 1986 à 1992) à Cuba, j'ai passé mon BEPC et obtenu le diplôme de technicien en agronomie. En 2000, j'ai intégré la fonction publique en tant que Chef d'unité d'animation technique, puis à partir de 2010, en tant que chef de zone dans les communes rurales de Pabré et Komsilga.

J'ai intégré Res Publica le 1^{er} mars 2018 suite à un appel à candidature pour le recrutement d'un responsable agro-pastoral.

Mon travail sera bâti sur la base de projets dont le premier est en cours d'exécution : « Le renforcement des capacités de production du niébé ». Des programmes qui s'inscrivent dans la pérennisation et le développement durable et concernent aussi bien les hommes que les femmes.

Suite au travail abattu par mon prédécesseur Monirou Yorouba et au regard des missions qui me sont assignées, **je voudrais également apporter des innovations au niveau du maraîchage** en introduisant de nouvelles cultures (je pense à la pomme de terre et pourquoi pas à la fraise) et au niveau de l'hivernage en ajoutant le soja et le sésame au niébé qui sont des cultures porteuses.

Œuvrer à plus d'ouverture vers d'autres acteurs de la filière agricole pour une mutualisation des compétences sera aussi une priorité pour moi. Comme tout paysan, le paysan burkinabè « croit ce qu'il voit » d'où l'importance des voyages d'études et la mise en place de parcelles de démonstration constituant des cadres d'échanges d'expériences et des moyens d'apprentissage des bonnes pratiques agricoles.

D'autre part, **les AGR occupent une place importante dans les préoccupations de l'ONG.** Pour ce volet, je peux compter sur les compétences de ma collaboratrice, Madame Nignan, en charge d'animer les groupements féminins.

Je voudrais traduire toute ma reconnaissance en tant que vulgarisateur à Res Publica pour son accompagnement dans la quête de la sécurité alimentaire au Burkina Faso.

David CONOMBO
Responsable agro-pastoral Res Publica

AMÉLIE, LA RESPONSABLE DES ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS



Je m'appelle Amélie Nignan, je suis mariée et mère de quatre enfants. Avant d'intégrer Res Publica j'ai occupé la fonction d'animatrice dans une association promouvant l'hygiène et la santé de la mère et de l'enfant. Ensuite le Ministère de l'Agriculture m'a recrutée en tant qu'enquêtrice.

Depuis trois ans au sein de Res Publica, **j'occupe le poste d'animatrice des activités génératrices de revenus (AGR).** Mon travail consiste à suivre les activités des organisations paysannes féminines (OPF), au nombre de dix, soutenues par l'ONG.

Actuellement, ce sont les activités de beurre de karité et d'huile de neem qui se développent très fort. La fabrication du savon est aussi en progression.

Le beurre de karité, par l'intermédiaire d'un grossiste, est commercialisé auprès de L'Occitane, une société française.

Cette année ce sont plus de cinq tonnes que les femmes ont transformées, uniquement pour ce client. L'huile de Neem, destinée principalement à la fabrication de produits phytosanitaires écologiques, est réservée par Bio-Protect qui prévoit cette année d'en transformer six tonnes.

Groupement d'intérêt économique basé au Burkina Faso, Bio-Protect a pour objectif d'aider le monde paysan à adopter une agriculture biologique et écologique en mettant à leur disposition des intrants et fertilisants d'origine biologique.

Je suis également chargée de dispenser des formations qui vont de la maîtrise des documents, en passant par l'acquisition de nouvelles techniques de transformation et surtout l'application des règles d'hygiène et de bonnes pratiques.

Souvent, d'autres OPF me sollicitent pour intégrer les groupements de Res Publica. Dans ce cas-là mon travail consiste également à les aider à obtenir leur agrément en rendant légal le groupement au niveau administratif.

Je remercie Res Publica d'encourager ces femmes à aller de l'avant. C'est toutes leurs familles qui s'en trouvent bénéficiaires. Ainsi ce sont des enfants mieux nourris et mieux vêtus qui s'assoient sur les bancs de l'école.

Amélie NIGNAN
Responsable des AGR Res Publica

LE BURKINA FASO ET SON HARICOT MAGIQUE, LE NIÉBÉ

Le niébé, aussi appelé dolique à œil noir, ou pois à vache, est une variété de haricot sec très courante en Afrique. Sa grande qualité nutritionnelle fait de lui un ingrédient de choix pour lutter contre la famine et la malnutrition. Il connaît un développement important ces dernières années. Au-delà de sa culture liée à l'atout que représente sa source de protéines végétales, les femmes l'ont adopté pour les revenus qu'il procure.



Renforcer les capacités en technique de production adaptée de niébé au profit de 100 femmes membres des organisations paysannes féminines (OPF) de Res Publica, voilà le défi que relève David Conombo, le nouveau responsable agropastoral de l'ONG.

Les systèmes de production agricole, souvent, ne prennent pas en compte les aléas météorologiques aggravés par les effets de changement climatique qui s'observent de plus en plus ces dernières années. A ceux-ci s'ajoutent également la faible application des bonnes pratiques agricoles à même de sécuriser la production.

Le renforcement de capacité ne saurait se limiter aux modules développés en salle. **La pratique en plein champ vient en complément de la phase théorique.** Cette phase consiste à exploiter 0,25 ha par femme en plus de parcelles de démonstration où seront appliquées les technologies adaptées à la zone d'intervention.

La technologie mise en avant dans ce projet est une combinaison de différentes techniques :

- **La valorisation du compost pour restaurer les sols** qui sont essentiellement dans un état de dégradation avancée. Cette technologie est moins coûteuse, naturelle et efficace pour la préservation de l'environnement ;
- **L'adoption de la technologie du zaï** (la culture en poquets) **et des demi-lunes** (cuvettes en demi-cercle). Ces techniques permettant de concentrer l'eau et la fumure accroissent les rendements, d'autant plus qu'elles sont appliquées sur des terrains dégradés qui ont été abandonnés pour la culture ;
- **L'utilisation de semence améliorée adaptée à la région.** Des semences non hybrides au cycle de production relativement court (68 jours) et à haut rendement (1,6 tonne/ha). En raison de leur maturité précoce, ces nouvelles variétés aident les producteurs à échapper aux effets de la sécheresse. Dans le souci de pérenniser le projet, les intrants (semences et engrais) sont mis à la disposition des femmes sous forme de fonds de roulement. **Au moment des récoltes, chaque femme remboursera dix kilogrammes de semences et 5000 francs CFA après la vente de la production.** Les semences, ainsi que les sommes récupérées, serviront à appuyer les années suivantes les autres femmes des OPF.

La remise des kits de production a donné lieu à une remise officielle relayée par la presse écrite nationale (Le Pays). **Un moment de reconnaissance pour ces femmes plus habituées à l'anonymat et aux tâches éreintantes.** Cette journée de détente s'est terminée par un repas sous les manguiers.

La conclusion revient à David Conombo :

*« Ce projet s'inscrit dans une logique de durabilité. Il se veut une agriculture qui réponde aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures. **D'un point de vue économique, nous voulons augmenter substantiellement nos revenus, ne pas enfreindre les règles qui régissent la société et surtout respecter l'environnement** ».*

Anne-Marie BERGER

Bénévole chargée de l'agro-pastoral Res Publica

DE L'EAU POTABLE POUR DEUX VILLAGES DE BROUSSE

En juin dernier, Françoise Perrin, en sa qualité de Présidente, a réceptionné deux forages financés par Res Publica au profit de l'association FASSOL. Une cérémonie qui s'est déroulée sur fond de joie et de soulagement.



Nous avons été accueillis à Banfora par la Présidente de l'association FASSOL et le représentant de l'association sur place.

Nous nous sommes alors rendus à **Kawara, village de la commune de Sindou dans la province de la Comoé.** Là, la population a exprimé sa joie en nous accueillant au son de rythmes effrénés et de danses endiablées.

Après quelques messages de bienvenue et de remerciements, nous avons été accompagnés jusqu'au forage où déjà des jeunes filles tournaient la roue de la pompe Volonta afin de remplir leurs seaux d'une eau transparente.

Nous avons continué notre route pendant plus d'une heure sur une piste quelque peu cabossée et sommes arrivés au second village. **A Timberla, dans la commune de Niangoloko,** province de la Léraba, ce sont les responsables du village qui nous attendaient. Présentations, mots d'accueil et remerciements...

Puis, nous sommes allés au centre du village où trône un magnifique forage. **Des bassines pleines à ras bords attendent d'être enlevées sur la tête de villageoises ravies d'être maintenant délivrées de la corvée d'eau qu'elles allaient puiser quotidiennement au marigot...**

Après avoir écouté les joueurs de balafon et reçu quelques poulets en guise de remerciements, nous sommes rentrés à Banfora, ravis d'avoir pu permettre à deux villages un accès à l'eau potable.

L'association FASSOL



Créée en 2006, l'association FASSOL est une organisation de solidarité internationale qui intervient essentiellement dans le **département de Niangoloko, province de la Comoé** au sud-Ouest du Burkina Faso. Elle a pour objet de soutenir des actions de prévention santé, de scolarisation des enfants et d'aide au développement dans cette localité.

Françoise PERRIN
Présidente Res Publica

DÉVELOPPEMENT & RECHERCHE: DES ROBINETS EN BROUSSE ?

Des robinets en brousse, permettant un accès facile à une eau potable de bonne qualité. L'image a de quoi séduire, oui mais voilà : l'implantation de pompes électriques, alimentées par des panneaux photovoltaïques (appelées « pompes solaires ») n'est pas l'option privilégiée aujourd'hui pour alimenter les populations rurales du Burkina en eau potable. Et pour cause : elles sont environ trois fois plus chères qu'une pompe manuelle et nécessitent une forte capacité locale en matière de gouvernance et de gestion financière.

Néanmoins, ces installations ont des impacts très forts sur le développement des communes rurales qui en bénéficient : par rapport à une pompe manuelle qui offre un accès à l'eau potable au prix d'un effort physique conséquent, la pompe solaire annule toute fatigue liée à l'extraction et diminue grandement le temps d'attente grâce à plusieurs robinets.



L'équipe du projet « Turning Sun Into Water » [de G.à .D :Loïc Quéval, Arouna Darga, Basile Darga, Simon Meunier – manque : Matthias Heinrich], de l'association Eau Fil du Soleil, travaille sur la problématique de l'accès à l'eau en milieu rural. **Elle a monté un projet d'étude d'une pompe solaire, soutenu par Res Publica.**

Plusieurs expériences notables d'installation de pompe solaire ont déjà été réalisées dans plusieurs régions du globe, avec des succès très variables. Ce qui pose la question de la soutenabilité : **si un projet paraît pertinent pour répondre à une problématique aussi cruciale que celle de l'accès à l'eau potable, quels gages doit-on avoir pour en garantir la pérennité ?**

C'est autour de cette question que s'est réunie une équipe française composée d'un étudiant en thèse et de son maître de thèse de l'Université Paris-Saclay, d'un enseignant-chercheur burkinabè expatrié en France, et d'un étudiant en césure. **Leur idée : questionner le dimensionnement des installations de pompage solaire, afin de dégager des méthodes permettant de mieux les dimensionner au regard de leurs impacts sociaux, sanitaires et économiques.**

A ce projet ambitieux ne manquait alors que le soutien de l'association Res Publica, pour que le projet se concrétise ! Retour sur cette aventure riche en couleurs ...

Une communauté, un village : une équipe !

Si il y a bien une originalité sur ce projet – surtout pour des chercheurs – c'est bien son financement. A l'heure où la recherche de fonds est plus que difficile, le financement du projet par crowdfunding (comprendre « financement participatif ») sur une plateforme en ligne était plutôt ambitieux. Les 16 000 € donnés généreusement par une communauté de plus de 280 donateurs a permis à l'équipe de croire en ses chances de réussite.

Le village de Gogma (Région du Centre-Est, province du Boulgou, commune de Garango) a quant à lui été choisi pour sa faible ressource en eau : malgré la présence de six pompes manuelles dans le village, la majorité de la population utilise des puits non fermés et alimentés par des eaux non souterraines, favorisant la propagation de maladies digestives.

Matthias Heinrich, représentant de l'association Eau Fil du Soleil, a travaillé pendant six mois avec **Res Publica**, à la fois pour collecter des données techniques et socio-économiques indispensables au travail de recherche, et pour mener l'implantation de la pompe solaire. Notre association a fourni une importante expertise locale et un appui sur le terrain qui a permis le bon déroulement du projet !



Les femmes supportent l'essentiel du travail au foyer. La charge de la recherche d'eau leur prend beaucoup d'énergie, en plus du travail au champ : plus de 250L à remonter à la force des bras sur une profondeur de 8m, et à transporter sur la tête sur plus de 300m ...chaque jour !

Un acte & des impacts !

Installer une pompe solaire dans un village, qui n'a toujours eu qu'un accès très limité à une eau peu potable et en quantité limitée, perturbe grandement les équilibres. Lors d'une série d'enquêtes étalées sur trois semaines, l'équipe a pu échanger avec la population autour de leurs conditions de vie, leurs habitudes, leurs maladies, leurs travaux, leurs difficultés ; cette méthodologie permettra après l'installation de la pompe, de quantifier les impacts générés: diminution du nombre de cas de diarrhées, diminution du temps journalier de collecte d'eau pour les femmes et les enfants, diminution de la fatigue de ces personnes, augmentation du taux d'emploi des femmes.

Par ailleurs, la pompe a été instrumentée par l'équipe de recherche afin de mesurer tous les paramètres de son fonctionnement avec une mesure toutes les 2 secondes ! Ce monitoring totalement inédit par sa haute résolution et par le nombre de capteurs permettra in fine d'améliorer le dimensionnement de ce type de pompe !



Les enfants participent de façon importante à la tâche de collecte d'eau.

Un échange Nord/Sud

Ces discussions ont été l'occasion d'une rencontre entre un étudiant européen et des familles rurales africaines, dans un cadre privilégié d'échange que les deux associations sont fières d'avoir initié.

Ce contact, loin du voyeurisme, du tourisme, a permis à l'étudiant, Matthias Heinrich, de mieux comprendre les difficultés inhérentes à la vie au village : *« La vie y est organisée de manière à répondre aux besoins les plus essentiels : s'alimenter, se protéger soi et sa famille. Avant mon voyage, on m'avait dit que plusieurs collectivités qui avaient reçu des pompes ou des dons similaires avaient peu à peu abandonné ce que nous considérons nous comme un progrès conséquent pour elles. Peut-être pensons-nous trop à leur place : je ressors de ce projet, convaincu que si l'aide matérielle comme la pompe que nous avons installée est une aide très importante (si elle est correctement introduite dans la communauté), l'éducation est le pilier indispensable pour leur développement. »*

Le partenariat entre les deux associations permet à d'autres étudiants, notamment le doctorant Simon Meunier, de se rendre à Gogma pour continuer la collecte de données, mais aussi de mener de nouveaux travaux sur le pompage solaire pour le maraîchage comme l'a déjà fait une étudiante venue des États-Unis.

DÉVELOPPEMENT & RECHERCHE: DES ROBINETS EN BROUSSE ?

Le chantier *made in Burkina* !

Le chantier a été intégralement réalisé par des entreprises burkinabè : du forage au génie civil, en passant par le dimensionnement. La coopération entre l'entreprise et les universitaires a permis de mettre à disposition un site unique remplissant à la fois les critères d'un ouvrage public et d'un site de recherche en conditions réelles !



Et maintenant ?

L'eau coule à présent aux robinets de Gogma et la population a remercié chaleureusement les deux associations pour le service rendu à la population, notamment lors de la cérémonie de remise qui s'est déroulée le 3 février 2018. La gestion en revient à présent au Bureau élu par la population, qui épargne pour la maintenance de la pompe et la rémunération du fontainier !

En parallèle, l'équipe de recherche s'intéresse à la modélisation socio-technique de ce système et va faire des propositions pour intégrer des aspects sociaux dans le dimensionnement de ce type d'installations.

Vous êtes ainsi chaleureusement invités à la conférence donnée par l'équipe du projet *Turning Sun Into Water* à Paris le 24 septembre à l'amphithéâtre de Centrale Supélec !

L'équipe du Projet Turning Sun Into Water



24

OP soutenues

757

Agriculteurs-trices bénéficiaires

223 761 €

Budget 2017

EN AFRIQUE, SANS LA DURÉE, INUTILE D'ENTREPRENDRE

Cela fait plus de deux décennies que l'association Entraide Médicale Eugène Jamot (EM EJ), participe à l'amélioration de l'offre de soins dans le district sanitaire de Nanoro au Burkina Faso. Partenaire de longue date, Res Publica apporte son expertise locale et une aide financière constante dans la conduite des activités de l'association. **Françoise Deville, la nouvelle Présidente d'EM EJ nous fait un état des lieux des acquis et perspectives de son association :**



« En Afrique, sans la durée, inutile d'entreprendre »

Ce message des sœurs infirmières de Temnaoré avait été rappelé par le docteur Fournel lors de son illustre discours d'inauguration du CSPS urbain de Nanoro en février 2017.

C'est la principale raison qui m'a poussée à répondre à sa demande au moment de « reprendre le flambeau » ... Tant de choses ont été mises en place depuis 25 ans et Tant de choses à faire encore !

Permettez-moi de profiter de ces quelques lignes pour saluer encore son œuvre, pour le remercier de tout ce qu'il m'a appris depuis 10 ans et...d'avoir encore la gentillesse de répondre aujourd'hui à mes interrogations !

N'ayant pas sa carrure, je me suis entourée d'une équipe pour continuer avec Dominique Girault, infirmière, qui a connu le Burkina avec lui ; Marie-Paule Bessière, sage-femme, que j'ai rencontrée en mission à la maternité de Mayotte en 2016, et qui intervenait aussi depuis quelques années au Burkina dans le domaine de l'éducation ; et Charline Papillat, jeune infirmière, qui a fait son baptême du Burkina en février 2017 et s'est ... fort bien adaptée !!

Nous avons ressenti **le besoin de commencer par remettre en place les règles d'hygiène de base qui avaient été un peu oubliées ces derniers temps, ce qui constitue quand même, pour ces lieux de soins, une base essentielle ! Cela passe bien sûr par la mise à disposition de matériel, mais surtout par des prises de conscience des soignants et une « remotivation » (très énergivore pour nous) des équipes complètes** (agents d'entretien et COGES compris).

Nous avons essayé de mettre en place (toujours pour stimuler les motivations) une aide spécifique pour chaque dispensaire en fonction d'objectifs propres. Cela a bien fonctionné pour l'instant dans deux dispensaires (sur 8, c'est un tout petit début !). SOUM a voulu améliorer **la gestion de ses déchets et les choses avancent, sans forcé beaucoup de besoins financiers. GODO voulait améliorer l'accessibilité de la contraception aux étudiantes (dans le cadre officiel de la prévention des grossesses précoces)** et cela fonctionne bien à ce jour, EM EJ mettant à disposition gratuitement le matériel et l'accoucheuse garantissant une bonne disponibilité pour des consultations informelles. Les autres dispensaires fourmillent d'idées ...

J'avais à cœur aussi d'améliorer la prise en charge des accouchements. J'ai rencontré il y a quelques années Mme Honorine KABRE, sage-femme de l'école nationale de santé de Ouagadougou, qui est maintenant responsable des formations. **Je passe la voir à chacun de mes séjours, elle me tient au courant des grandes lignes de la politique nationale en matière de santé.** Après avoir travaillé sur la sécurité, on introduit aujourd'hui au Burkina



la notion d'accouchement « humanisé » ! C'est une réelle avancée (que nous avons faite en France il y a une trentaine d'années) puisque l'accouchement est finalement un évènement totalement physiologique mais qui peut être perturbé par des prises en charge mal adaptées. Dans ce cadre, et aussi parce que trois salles d'accouchement avaient grand besoin d'être rééquipées, je suis partie, avec le soutien de Mme Kabré, à la recherche de tables adaptées au respect de la physiologie (ce qui est loin d'être le cas des tables actuelles !). **Nous avons trouvé, en fabrication locale, un modèle que nous avons pu faire modifier et qui paraît bien adapté. Nous testons ce matériel sur 6 mois et continuerons l'équipement s'il convient parfaitement à l'usage.** La formation des agents à l'utilisation de ce matériel a pu être faite lors de mon dernier passage début mars.

Pour le suivi du planning familial, Gérard Fournel avait fait tout le boulot depuis de nombreuses années et l'état semble prêt à prendre le relais et à installer la gratuité (annoncée depuis début 2018) ! Les agents du district ont été massivement formés en Août 2017 à la pose de stérilets, le matériel nécessaire à la pose ayant été distribué par Dominique et Françoise en octobre (matériel qui a été donné par la gynécologue de Belleville à son départ à la retraite).

Le dispensaire urbain de Nanoro, inauguré il y a un an déjà, commence à bien fonctionner. Après les petites difficultés incontournables dues à l'énorme changement de fonctionnement occasionné par le déménagement, les agents ont maintenant bien investi leurs superbes locaux. L'arrivée récente d'un nouvel infirmier, chef de poste sérieux et enthousiaste, nous permet de penser raisonnablement que ce gros CSPS a de beaux jours devant lui et que cet investissement était plus que judicieux.

Je vais me permettre de conclure en citant à nouveau Docteur Fournel :

« Par notre présence maintenue et attentive, veillons à ce que l'avenir soit bien à la hauteur de nos promesses ».

Françoise DEVILLE
Présidente EM EJ

8

CSPS soutenus

182 197 €

Budget 2017

ACHILLE DARGA: UN ACTEUR INCONTOURNABLE DE CINÉBROUSSE



Depuis février 2009 une figure incontournable domine de sa haute taille et depuis le toit du 4x4, les séances de cinéma dispensées dans les villages du bout de la piste. De « simple chauffeur » lors de la première édition, dès l'année suivante il devient membre de l'association et se passionne pour le cinéma.

Je m'appelle Achille Darga, j'ai 40 ans, suis marié et père de 4 enfants. En 1997, je quitte Banfora, ville de l'Ouest du Burkina Faso pour venir tenter ma chance dans la capitale et je deviens conducteur de gros porteurs. En 2006, je croise Res Publica par le biais de Basile Darga, coordonnateur national de l'ONG qui me propose alors le poste de chauffeur.

Tel l'arbre qui déploie ses branches, Res Publica est présente dans de nombreux secteurs : l'éducation, la santé et l'agriculture. Mais en 2009 on la retrouve dans un domaine inattendu en accordant son appui à Cinébrousse, association bressane nouvellement créée. C'est ainsi que j'accompagne ce cinéma ambulancier au volant d'un 4x4 se déplaçant dans les villages les plus retirés de la brousse du Boulkiemdé.

Contre toute attente, ce milieu complètement inconnu pour moi me passionne très rapidement et, dès l'année suivante, je deviens membre de Cinébrousse.

Comment se passe une soirée pour moi ?

Après avoir conduit l'équipe à destination, les travaux d'installation commencent. Je décharge le matériel du toit du véhicule, puis ensemble nous montons l'écran, les enceintes etc...Vite nous sommes entourés par les enfants et c'est en mooré que j'essaie de les canaliser avec quelquefois beaucoup de peur pour notre matériel. Je remonte sur le toit du Land cruiser pour la mise en route du générateur et là, la magie des images commence...

Depuis peu, Patrick, le technicien, m'a initié aux branchements des appareils et me laisse seul gérer la projection.

En fin de séance j'assiste Oumarou, notre interprète, pour le dialogue avec les spectateurs. Au début, ma langue d'origine étant le dioula, je n'osais pas intervenir dans le débat en mooré. Mais cette année je me suis lancé et c'est à deux que nous menons les « questions/réponses ».

La séance terminée, le matériel reprend le chemin du véhicule et nous terminons par un repas à la lueur de nos lampes frontales. Il me reste à ramener à bon port gens et matériel ou alors, selon la distance, à installer les lits picots pour un campement de fortune.

C'est une expérience extraordinaire pour moi d'avoir pu visionner tous ces grands films africains et même d'avoir rencontré certains réalisateurs. Et aussi une chance de faire partie de cette équipe si dynamique et sympathique.

Achille DARGA
Membre Cinébrousse



14
Villages

8 300
Bénéficiaires

15 663 €
Budget 2017

KINDIA : OUVERTURE DU DISPENSAIRE SÉENTEYA

Dans la ville de Kindia en Guinée, le dispensaire construit par Res Publica au profit du Groupe Scolaire Sainte-Croix de Kindia est aujourd'hui opérationnel. Sous la supervision du Père André Camara, l'infrastructure sanitaire sert de lieu de prévention, d'éducation et de sensibilisation pour la santé élémentaire des élèves (environ 1000 élèves).

Le Père CAMARA a créé un collège scolaire dans la ville de Kindia en Guinée. L'idée était de joindre, à ce lieu éducatif, un dispensaire. C'est chose faite depuis le mois de décembre 2017, Res Publica ayant entièrement financé un bâtiment qui s'avère très fonctionnel.

Quelques jours après son inauguration, les premières prises en charge d'élèves atteints de paludisme et autres maladies tropicales étaient effectives sous le contrôle de soignants : une infirmière guinéenne, diplômée de l'école de santé de DAKAR et deux médecins présents à mi-temps.

L'intérêt de ce lieu de soins, ouvert aussi à la population, est qu'il se trouve au contact de jeunes enfants et adolescents qui viennent pour étudier. Des projets vont pouvoir se mettre en place pour **un travail d'éveil, de prévention, et d'échange en matière d'hygiène, d'alimentation, et d'information sur la sexualité**. L'infirmière coordonnera ces ateliers, espérant une prise de conscience et des efforts de la part des familles.

Un premier bilan trimestriel a déjà montré la mauvaise santé des plus jeunes. De nombreuses carences en évolution ont été détectées. L'importance de la création de ce dispensaire, en ce lieu, se trouve largement justifié dans ce pays au PIB si faible.

Il appartient maintenant au Père Camara de **rendre ce projet viable** dans le temps, sur un plan organisationnel et financier.

Patrice COURTAUD
Association Amitié Guinée



AÏSSATA CAMARA UNE JOURNALISTE PASSIONNÉE



Deux journalistes guinéens de médias privés ont bénéficié d'une bourse de l'association Res Publica pour suivre un Master en journalisme à l'Institut de Communication de Bobo Dioulasso.

Après l'obtention de mon baccalauréat en 2011, alors que j'étais orientée à la faculté de droit de l'université Général Lansana Conté de Sonfonia, je fus cooptée par le groupe de presse Afric-Vision pour un stage en journalisme. Une proposition que j'ai tout de suite acceptée puisque j'ai, depuis l'enfance, une folle passion pour le métier de journaliste.

Ayant appris le journalisme sur le tas, en parallèle à mes études de droit, je me voyais dans l'obligation à la fin de ma licence, d'approfondir mes connaissances en journalisme, car c'est dans ce métier que je souhaite faire carrière !

De simple stagiaire, je fus employée en 2015 comme reporter au compte de la radio Sabari FM et du journal Le Diplomate. Au mois de juin de la même année et en 2016, j'ai eu la chance de rencontrer les responsables de l'ONG Reporters Solidaires (Christine Cognat et Francis Vially), venus à Conakry pour une session de formation en faveur des journalistes guinéens. A la fin de cette session de travail, les deux me proposent de faire un Master II en techniques et métiers de l'information qu'ils organisent au Burkina Faso. C'était une occasion rêvée qui pouvait m'aider à me perfectionner davantage, car la formation des journalistes est la dernière priorité de la plupart des promoteurs de médias guinéens.

En 2016, n'ayant pas les moyens de financer ce Master qui s'élevait à près de 2000 Euros, Francis Vially, le responsable des projets de Reporters Solidaires se propose de présenter mon dossier au fondateur de l'association Res Publica M. Jean Claude Perrin. Il répond positivement à notre requête et l'association finance entièrement ma formation.

Le séjour burkinabè

Il n'a pas été facile, mais il fallait tenir, comme les autres, puisqu'on avait un objectif à atteindre : décrocher ce Master vaille que vaille ! Au début, le climat me causait d'énormes difficultés, mais j'ai su m'adapter. De plus, mon intégration a été plus facile que je ne l'imaginais. J'ai passé un agréable et inoubliable séjour en compagnie de personnes très sympas qui me seront toujours utiles.

A travers cette bourse, j'ai eu la chance d'apprendre les rouages et les astuces du métier de journaliste et des outils qui me permettent aujourd'hui de me sentir plus à l'aise dans mon métier et de l'exercer dans toute sa noblesse.

Après cinq mois de cours théoriques et trois mois de stage pratique, j'ai été nommée en décembre 2017, secrétaire générale de rédaction de la radio Sabari Fm. Poste que j'occupe jusqu'à présent au sein d'une rédaction de vingt journalistes reporters.

La bourse Res Publica a boosté ma carrière même si rien n'est encore fait et que le chemin à parcourir reste long.

Dans l'avenir, je souhaite créer un site web qui sera entièrement consacré au monde rural et à son développement. Un projet qui me tient particulièrement à cœur car à travers lui, je veux m'auto-employer et continuer à faire mon métier en tout professionnalisme loin de toute obstruction ou pression pouvant me freiner dans mon cadre de travail. Mais aussi, apporter ma contribution au développement de mon pays, à travers ses communautés vulnérables presque oubliées qui le composent, et qui pourront à travers les lignes de mon site web, exprimer leurs talents, leurs amertumes, leurs joies, bref leurs savoir-faire pour un développement harmonieux.

Aïssata CAMARA
Journaliste à Sabari FM

29 171 €

Budget 2017

IBRAHIMA SORY : LE REPORTER TOUT TERRAIN



Né de parents commerçants, en 1989, j'ai grandi dans un quartier très populaire de Conakry.

Après mon Baccalauréat en 2009, je me suis toujours demandé comment pourrais-je devenir un grand journaliste, le métier de mes rêves. De 2010 à 2013 je passe mon cursus LMD à l'université Koffi Annan dans la filière journalisme.

Mon diplôme en poche, je décroche un mois de stage à la radio Nostalgie FM, puis un autre de six mois à la radio d'Etat « RKS ». Celui-ci se termine avec une distinction : « le meilleur stagiaire de l'année 2013 ».

Parallèlement à ces stages, je me suis battu pour obtenir une bourse d'étude afin de poursuivre mes études de Master II, qui me tenaient particulièrement à cœur.

En 2015, alors que je suis jeune employé au sein d'un site d'informations générales conakryinfos.com, j'ai la chance de bénéficier d'une formation de perfectionnement avec l'association Reporters Solidaires, venue en Guinée pour former des journalistes sur le traitement de l'information.

Après cette formation, les responsables de l'association nous ont parlé de leur projet de collaboration avec l'université Nazi Boni de Bobo-Dioulasso pour former des journalistes africains en Master de Journalisme. Cette proposition attire mon attention. Nous gardons contact... Mon dossier d'inscription est accepté par l'Institut en 2016. L'association Res Publica répond favorablement à ma requête et accepte de financer ma formation. Ce jour-là, j'étais l'homme le plus heureux du monde parce que je voyais mon rêve enfin se réaliser.

Le 25 février 2017, j'arrive à Bobo Dioulasso pour une année universitaire bien remplie et un stage pratique en Guinée très prometteur. Cette formation dispensée par des professionnels du métier m'a permis d'améliorer mon niveau et m'a donné encore plus de courage pour continuer d'exercer ce noble métier.



Bonne nouvelle, grâce à ce Master 2, j'ai été récemment nommé rédacteur en chef de notre site d'information Aminata.com après mon retour du Burkina Faso.

Donc, si j'ai réussi à vivre cette opportunité, c'est bien grâce à l'appui de Res Publica que je remercie beaucoup. Je remercie également Reporters Solidaires qui ne ménage aucun effort pour la formation des journalistes en Afrique malgré les conditions dans lesquelles ce métier est pratiqué sur le continent africain. Merci encore une fois à Res Publica, je n'oublierai jamais que vous avez été à la base de la réalisation de mon rêve .

Ibrahima Sory BARRY
Journaliste reporter à Aminata.com

LES NICARAGUAYENS : JAMAIS VAINCUS !

Res Publica travaille dans les communautés rurales du Nicaragua depuis 2006, en collaboration avec son partenaire local, l'association Agua Para La Vida (APLV). Chaque année, Thierry Sciari, gestionnaire de projets pour Res Publica, fait une visite de terrain afin de s'assurer que tout est en ordre avec les projets faits et à faire.



La directrice de Développement Institutionnel chez Agua Para La Vida Nicaragua, Clémentine Haudecoeur revient sur la visite annuelle de suivi :

Cette année, nous avons inauguré ensemble le projet El Cedro, qui a réuni quatre villages et a permis à 470 personnes d'obtenir un accès à l'eau potable et à l'assainissement, grâce à un système d'adduction d'eau gravitaire ayant un réseau de distribution de plus de 40 km ! **Les familles ont travaillé dur**

(100 jours chacune) et ont gardé leur motivation jusqu'à la fin, malgré les pluies torrentielles et les heures de trajet à parcourir à pied afin d'arriver à leur point de travail (7 heures de marche par jour pour certains). Nous les félicitons et sommes confiants en ce qu'ils prendront bien soin de leur projet.

Nous avons également visité les deux communautés qui bénéficieront du soutien de Res Publica en 2018 : Pueblo Nuevo (228 habitants) et El Guayabo Coperna (168 habitants). Dans les deux cas, la population était très heureuse de notre visite et particulièrement reconnaissante que nous ayons priorisé leur village. L'accès à l'eau potable, 24h/24, directement chez soi, reste malheureusement encore un rêve pour beaucoup de familles dans les zones rurales du Nicaragua. Nous avons eu diverses réunions intéressantes avec les maires et les responsables des Unités Municipales d'Eau et Assainissement de différentes municipalités. L'objectif principal était de leur rappeler l'importance de leur implication durant l'exécution, mais surtout dans le suivi des projets, ainsi que de leur souligner que leur apport financier (minimum 20% du budget total) est essentiel à l'approbation de financements par Res Publica.

Enfin, nous avons présenté à Thierry quelques initiatives différentes poussées par APLV, comme la formation du Réseau Municipal des Comités d'Eau et Assainissement de Río Blanco, ville où se trouvent les bureaux opérationnels de l'organisation. Le but de ce réseau est de créer un espace de formation et d'échange d'expériences entre les membres de ces Comités, afin qu'ils puissent s'entraider et assurer une meilleure administration, opération et maintenance de leurs systèmes d'eau potable. C'est une initiative portée par APLV en étroite collaboration avec la mairie. Pour l'instant, nous avons eu des résultats encourageants et nous continuons de penser que ce réseau a un grand potentiel d'impact au niveau municipal.

• Les défis à relever pour APLV :

Lors de la visite de Thierry, nous prenons toujours un moment pour analyser les résultats annuels globaux de l'organisation et réfléchir aux stratégies à prioriser pour l'avenir.



522

Bénéficiaires directs

123 384 €

Budget 2017

12

Villages équipés

En 2017, APLV a célébré ses 30 ans d'existence au service des communautés rurales isolées du Nicaragua. Ce fut l'occasion pour nous de revenir sur les résultats atteints par l'organisation en matière d'accès à l'eau potable et à l'assainissement, de nous réunir avec d'anciens volontaires étrangers et de mettre en avant le grand travail réalisé par notre équipe locale, autant que par les populations elles-mêmes. Il y eut beaucoup d'émotions et un sentiment de fierté partagé par tous les acteurs impliqués à divers niveaux dans cette belle aventure qu'est APLV. **Notre équipe technique fut particulièrement honorée d'être félicitée par l'Ambassadrice des Etats-Unis ainsi que l'Ambassadeur de France au Nicaragua, qui soulignèrent la qualité des projets mis en œuvre, l'efficacité du modèle de développement porté par notre organisation et l'incroyable engagement de tous.**



Cependant, la célébration de ces trente années passées nous a également obligé à nous arrêter un instant afin de penser à notre futur. APLV a parcouru bien du chemin depuis 1987, et pourtant, nous avons toujours de grands défis à relever afin d'assurer la pérennité de notre association au Nicaragua. Pour cela, nous souhaitons renforcer nos antennes internationales et opérer une évolution avisée de nos axes de travail.

APLV a longtemps été une association des Etats-Unis, qui a créé une antenne française en 2002 puis une ONG nicaraguayenne en 2014. Aujourd'hui, l'ensemble de l'équipe opérationnelle se trouve au Nicaragua, seul pays où l'organisation travaille.

Néanmoins, les antennes aux Etats-Unis et en France sont très importantes puisqu'elles servent de structures de soutien pour la recherche de fonds et pour des thèmes relatifs à l'innovation technologique. Nous souhaitons renforcer ces associations afin d'avoir davantage de personnes susceptibles de nous aider à améliorer la visibilité de notre organisation.

Au niveau du Nicaragua, nous sommes en train d'élaborer un **plan d'investissement afin de donner un coup de pouce à APLV** pour assurer ses prochaines trente années d'existence ! Nous développons davantage de partenariats avec des organisations locales, repensons notre modèle économique en essayant d'offrir différents services et nous analysons une ampliation de notre offre technologique.

Il s'agit d'un moment clé excitant pour notre organisation et nous sommes prêts à continuer à faire les efforts nécessaires pour aller toujours de l'avant.

• Un pays actuellement en crise :

Pourtant contre toute attente, le défi le plus grand à relever aujourd'hui est au niveau du pays. Depuis le 18 avril 2018, une vague de manifestations inédites, la plus grande depuis la fin de la guerre civile en 1990, ébranle le Nicaragua. Tout a commencé par un mouvement de contestation pacifique contre une réforme des retraites controversée, où les manifestants ont été violemment réprimés par les forces de l'ordre, provoquant la mort de 63 personnes et plus de 500 blessés. Suite à ces événements, une grande partie de la population s'est unie pour manifester plus généralement contre le chef de l'Etat, Daniel Ortega, qui a entamé en 2016 son quatrième mandat présidentiel. Le pays est aujourd'hui dans l'impasse face à une grave crise politique et sociale dont l'issue est loin d'être définie pour l'instant.

Cela affecte évidemment le déroulement des activités d'APLV et le moral de l'équipe locale, préoccupée de la situation du pays et de celle de leurs familles. Nous espérons que tout revienne à la normale rapidement afin de pouvoir continuer, ensemble, à assurer aux communautés nicaraguayennes, ce droit de l'homme fondamental qu'est l'accès à l'eau potable et à l'assainissement !

Clémentine HAUDECOEUR
Directrice de Développement Institutionnel
Agua Para La Vida



UN COUP DE NEUF À « COMUNIDAD DE NIÑOS SAGRADA FAMILIA »

Cela faisait plusieurs années que l'orphelinat « Comunidad de Niños Sagrada Familia » au Pérou, n'avait pas été rénové. Il l'est désormais pour le bonheur des enfants.

Fondé en 1989, l'orphelinat est situé dans un des quartiers les plus pauvres de la capitale, Lima. **Il accueille entre 200 à 350 enfants par an, orphelins ou abandonnés de 0 à 20 ans, et leur offre un toit et un avenir.** Outre la nourriture et un accompagnement psychologique, ces enfants tous scolarisés, reçoivent essentiellement une éducation globale basée sur la solidarité, la responsabilité et le travail.

L'orphelinat disposait jusqu'ici de maisons et de salles communes inconfortables et inadaptées à l'accueil des enfants. **Dans un pays pauvre comme le Pérou, les orphelinats sont souvent oubliés et ne possèdent que très peu de ressources.** Ils ne peuvent donc pas offrir aux enfants de bonnes conditions de vie, notamment au niveau sanitaire.

C'est dans ce contexte que Res Publica a décidé d'accompagner **la réhabilitation de ses infrastructures, notamment la réfection des portes et fenêtres, la peinture, l'installation électrique et sanitaire.** Notre association avait déjà aidé à l'aménagement et à l'équipement d'une ludothèque en octobre 2016.

L'activité de restauration des bâtiments a débuté le 15 janvier 2018, grâce aux anciens pensionnaires de l'orphelinat devenus aujourd'hui de vrais professionnels en menuiserie, peinture, ingénierie, électricité... Une centaine au total s'est relayée au centre pendant un mois pour donner de leur temps et effectuer des travaux, chacun dans son domaine d'expertise.

Ce sont ainsi dix maisons qui ont été **rénovées, remises aux normes sécuritaires et au goût des enfants.**

Aïssata TRAORE
Chargée de mission Res Publica



1 200

enfants bénéficiaires de 2 à 18 ans

350

enfants hébergés



MISSION ACCOMPLIE POUR ACTIONS MONGOLIE !

L'association vient de procéder à la remise officielle de canules nasales à haut débit à la First Maternité de Oulan-Bator en Mongolie. **Ces équipements médicaux financés par Res Publica**, permettent d'améliorer la prise en charge de la détresse respiratoire des prématurés. La natalité en Mongolie se chiffre à 97 000 naissances par année et la First Maternité recense à elle seule 16 000 naissances par an.

En 2017, l'association **Res Publica assure la prise en charge du coût de la moitié du matériel de ventilation non invasive, ainsi que son acheminement en Mongolie** : deux appareils de ventilation non invasive avec des canules à haut débit plus les consommables, un matériel complet pour traiter les ictères ainsi que des coussins de positionnement pour l'installation des bébés prématurés. **Une avancée dans ce pays où le taux de mortalité infantile est encore de 41,2 pour mille naissances contre 3 pour mille en France.**

Du 8 au 23 juin 2018, le Docteur Philippe Rebaud ainsi que trois professionnels de son équipe se sont rendus en Mongolie, afin de procéder à l'installation du matériel et à la formation des médecins et infirmières aux nouvelles techniques :

« Nous avons pu grâce au don Res Publica, mettre en place le premier bébé sous ventilation non invasive avec canules nasales et former le personnel sur place à l'utilisation de cette technique.

En effet, lors de notre arrivée, le service avait une forte activité et six prématurés étaient sous O₂ pur avec un risque de toxicité pulmonaire et oculaire et nous avons pu immédiatement utiliser le dispositif sur le bébé le plus fatigué du service. L'utilisation n'a été optimale qu'au bout de 48h du fait de problèmes techniques (les pressions d'air fournies par l'hôpital étaient insuffisantes).

Heureusement, le service technique de l'hôpital a été très réactif et l'ingénieur technique de la société Medimpex, située à Oulan-Bator, où l'on a acheté l'appareil, est une personne ressource importante en cas de problèmes. Lors de notre séjour sur place, quatre bébés ont pu bénéficier de cette ventilation non invasive.

Nous restons en contact avec les pédiatres de la First Maternité et la chef de service doit nous faire un point mensuel sur l'utilisation des canules nasales haut débit dans leur service afin que nous puissions évaluer l'utilisation et réajuster les indications.

De la part de toute l'équipe d'actions Mongolie, de l'équipe soignante de la maternité d'Oulan-Bator et de la néonatalogie de Villefranche Sur Saône, nous souhaitons vivement remercier Monsieur et Madame Perrin pour leur aide très précieuse dans ce projet. »

L'association en quelques mots...

Constituée de médecins bénévoles, **Actions Mongolie apporte une aide médicale (soins gratuits de qualité) aux nomades des régions isolées de la steppe mongole, notamment aux enfants**, et une formation aux médecins locaux.

Les médecins bénévoles de l'association étaient au départ des ophtalmologues. Puis elle a élargi son activité à la chirurgie digestive, à la néonatalogie et aux soins d'urgence. Depuis 2004, l'équipe médicale d'Actions Mongolie a organisé 33 missions sur le terrain, réalisé 300 opérations en ophtalmologie et effectué **environ 3500 consultations en ophtalmologie et en médecine générale.**

Aissata TRAORE
Chargée de mission Res Publica

18 000 €

Budget 2017



LA CHOSE PUBLIQUE : FAIRE VIVRE LE DÉBAT CITOYEN



Depuis 2016, Res Publica organise et finance le festival « **La Chose Publique** » à Lyon, avec l'appui de la Villa Gillet.

Association indépendante de tout pouvoir politique et économique, Res Publica a une vingtaine d'années d'expérience dans la promotion de l'intérêt général en Europe, en Afrique et en Amérique latine. **Elle se donne pour objectif de soutenir des initiatives citoyennes, qui ont du sens et qui priorisent l'intérêt général**, l'ADN même de l'association.

Tous les ans en novembre, le festival des idées « **La Chose Publique** » explore des thèmes d'enjeux sociétaux, en réunissant des chercheurs et auteurs français de renommée internationale, afin de déconstruire les idées reçues et ainsi nous aider à comprendre notre monde. « La Chose Publique » rassemble des publics de tout âge et favorise des partenariats enrichissants avec le monde de la recherche et de la littérature, le monde de l'information, de l'éducation (une vingtaine de classes de la région lyonnaise) et de la société civile.

Devenue un rendez-vous incontournable de la région lyonnaise, « **La Chose Publique** » offre une programmation complète et multi-formats de l'actualité auprès du grand public. La rencontre s'étale sur une dizaine de jours, sur plusieurs sites culturels emblématiques de la ville de Lyon (La Villa Gillet, l'Institution des Chartreux, l'Opéra de Lyon, le Théâtre des Célestins, Les Subsistances, le Musée des Confluences...) et se décline en conférences-débats et tables rondes.

La première édition du festival en 2016, avait pour objectif de redonner aux citoyens les clés de compréhension de leur rapport au monde avec pour moyen, la dé-complexification de la pensée intellectuelle, afin de la restaurer au cœur de la société civile, pour qu'elle s'en saisisse et définisse les changements que nous souhaiterions voir dans notre espace commun.

La deuxième édition de l'année 2017 a choisi l'Europe, comme thème principal pour débattre des différents enjeux qui menacent le parachèvement de la construction européenne. Cette édition, fut l'occasion d'approfondir la réflexion sur les valeurs de la démocratie, dans un contexte mondialisé et dans une Europe confrontée à la montée du populisme, à la gestion des modalités de sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne ainsi qu'aux problèmes de gestion des vagues migratoires... Cet événement, a réuni plus de 3000 personnes.

En novembre 2018, « La Chose Publique » se penchera sur « l'invention démocratique » et interrogera la place du citoyen en démocratie. Il s'agira de voir comment le rapport entre les individus et les institutions évolue sans cesse pour faire vivre ses valeurs et ses principes intangibles, qu'on les nomme par des principes philosophiques (souveraineté populaire, représentativité des institutions) ou par une devise (« liberté, égalité, fraternité »).

Ensemble, faisons encore de la troisième édition de « La Chose Publique » 2018, un lieu de rencontres, d'échanges, de propositions et d'utopies.

Aissata TRAORE
Chargée de mission Res Publica

21

Associations soutenues

570 979 €

Budget 2017



UNE EUROPE UNIE POUR AFFRONTER DEMAIN ?

Depuis 2016, année de création de « L'Europe des Citoyens », la question de l'utilité et du futur de l'Union européenne s'est largement imposée dans le paysage politico-médiatique. Principalement présentée à l'époque comme « bouc émissaire de tous nos maux » par nombre de responsables politiques, l'UE a été propulsée sur le devant de la scène lors de l'élection présidentielle et notamment, lors du second tour, théâtre de l'affrontement entre deux visions radicalement opposées. Les électeurs ont alors nettement rejeté la proposition de repli sur soi de Marine Le Pen et ont validé celle d'une France européenne et ouverte. Restait à savoir ce que contenait exactement le projet « En marche » ...



Les planètes semblaient alors s'aligner pendant quelques mois pour notre nouveau jeune président. Les pro-européens sortaient de leur léthargie, revigorés par l'élan de ce nouveau leader potentiellement capable de porter le projet d'un futur européen commun.

L'objectif était annoncé : approfondir l'intégration européenne, avec le sous-entendu de la mise en œuvre progressive d'une Europe politique. Mais le ciel s'est rapidement assombri !

Un nouveau monde inquiétant

Le Brexit, l'élection de Donald Trump, la montée des nationalismes et des extrêmes droites dans nombre de pays d'Occident ainsi que la multiplication de démocraties au sein même de l'UE ont marqué un changement peut-être aussi important que la chute du mur de Berlin. Alors que la possible fracturation de l'OTAN* laisse présager un vide sécuritaire inquiétant, que la démographie occidentale recule et que la population africaine représentera un habitant sur quatre de notre planète d'ici 2050, que la Chine est en passe de devenir la première économie mondiale et que la technologie n'est plus maîtrisée par les seuls occidentaux... l'Europe se paie le luxe de se diviser publiquement !

Et toujours pas d'unité pour se réinventer

Face à la montée des inégalités et des régressions sociales, les états-nations se sont montrés inefficaces confrontés à des pouvoirs économiques capables de se jouer des lois et des frontières. Les deux principaux courants politiques pro-européens, la Démocratie chrétienne et la Sociale démocratie sont jugés responsables de l'inaction européenne. Sous couvert de désaccords idéologiques, ils ont laissé l'Europe se scléroser. Ils ont échoué à créer une puissance publique continentale capable de réguler l'ultralibéralisme. Ils sont donc aujourd'hui logiquement rejetés par les électeurs au profit de mouvements plus radicaux.

Pris au piège de ce cercle vicieux – les européens reprochant à l'Europe de ne pas agir mais lui refusant en même temps les moyens politiques d'exister – ces deux forces politiques pour l'instant encore majoritaires ne parviennent pas à transcender leurs différences et à se regrouper autour d'un intérêt commun majeur, celui de sauver l'Europe du délitement.

Pourtant, est-ce seul ou à 27 que nous pourrions lutter efficacement contre le réchauffement climatique ? Est-ce divisés ou en faisant front que nous serons capables de poser les bases d'une agriculture, d'une industrie agro-alimentaire et donc d'une alimentation saine pour nos citoyens ? Est-ce unis ou désunis que nous pourrions définir les bases d'une coopération

* OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord



économique et politique saine avec l'Afrique, pour que le départ vers l'Europe ne reste pas le seul espoir d'une vie meilleure pour une jeunesse africaine en quête d'un avenir ?

A ce jour, nombre de pays membres ont basé leurs économies sur des stratégies de dumping social ou fiscal. D'autres défendent des positions de repli identitaire et de déni de solidarité. Les crises économiques successives ont marqué les opinions publiques, curseur déterminant de l'action de leurs dirigeants. Plus facile donc de promouvoir l'opposition de principe que de travailler à des solutions et des projets communs. Mais peut-être que l'Europe se heurte tout simplement à l'immaturité de ses dirigeants et de ses citoyens.

A ce constat, trois solutions s'offrent à nous : l'éclatement progressif de l'UE, une stratégie du bâton et de la carotte ou une Europe à plusieurs vitesses. Si cette situation de plus en plus menaçante ne suffit pas à inciter nos responsables politiques à plus de courage alors nous devons, à coup sûr, nous résoudre à voir se renforcer encore les europhobes, déjà ou bientôt au pouvoir.

Le temps du statu quo est compté. Reste à savoir si le « syndic des états-nations » qui dirige l'UE sera capable de se positionner avant qu'une nouvelle crise ne s'impose à nous.

*Thierry SCIARI
Président de l'Europe des Citoyens*

APF LAB : UN PARTENARIAT GAGNANT !



Le Laboratoire de l'innovation (APF Lab) est un appel à initiatives, lancé en 2016, par l'APF France handicap pour mobiliser ses délégations départementales autour de l'innovation.

Inclusion, accès à l'information et aux droits, accessibilité, bien être moral et physique des personnes en situation de

handicap sont les thématiques centrales d'une trentaine de projets sélectionnés et ayant vocation à être dupliqués sur l'ensemble du territoire.

L'APF Lab bénéficie d'un soutien financier de Res Publica et d'un accompagnement jusqu'en 2019.

Nous vous présentons quelques-uns de ses projets :

• Ma p'tite friperie

Un camion ambulant comme vecteur de communication et de sensibilisation au handicap.

Inauguré en septembre 2017 par les délégations APF de l'Eure et de Seine-Maritime, le fashion truck « Ma p'tite friperie » sillonne les deux départements à la rencontre de différents publics. La boutique ambulante leur propose des vêtements et accessoires d'occasion issus de dons adressés à APF France handicap. Au-delà des adhérents APF, ce nouveau service s'adresse à tous. Depuis son lancement, cette camionnette « à la mode solidaire » propose des ventes une à deux fois par mois. Pour connaître ses lieux de passage, rendez-vous sur sa page Facebook : Ma p'tite Friperie APF France handicap.

Rompre l'isolement des personnes en situation de handicap

Ce camion ambulant est un véritable lieu de partage et d'échange, véritable créateur de lien social ! Il permet de renseigner et d'informer les familles et les proches de personnes en situation de handicap. En s'installant le temps d'une journée près des marchés, des écoles ou des universités,



il permet de sensibiliser de nouveaux acteurs et de mobiliser de nouveaux adhérents. Au-delà de la récolte de fonds, ce nouveau concept soutenu financièrement par l'APF Lab, renforce la proximité avec les adhérents APF et participe à limiter l'isolement des personnes en situation de handicap mais aussi des autres publics.

Délégations APF France handicap
de l'Eure et de la Seine-Maritime

• Un annuaire des lieux de soins accessibles

Quelle personne en situation de handicap n'a pas déjà anticipé avec plus ou moins d'inquiétude l'accès chez un professionnel de santé ? Y-aura-t-il une place de parking réservée ? La secrétaire ou le praticien connaît-il la langue des signes française ? L'ascenseur menant au cabinet est-il assez grand pour que j'y entre avec mon fauteuil ?

Pour améliorer le quotidien des patients, APF France handicap Ile-de-France a présenté, auprès d'APF LAB, son projet de recensement des praticiens de santé accessibles.

De nombreux professionnels de santé ont la possibilité d'accueillir des patients en situation de handicap grâce à des locaux accessibles, des équipements adaptés, un personnel formé ou encore grâce à des déplacements à domicile. Or, cette information n'est recensée nulle part à ce jour. Rien ne permet à un patient de trouver un généraliste comme un spécialiste, proche de chez lui, susceptible de l'accueillir et le soigner en fonction de son handicap.

Première étape : la diffusion et le recueil de questionnaires sur l'accessibilité auprès des professionnels de santé, du médical comme du paramédical.

Le questionnaire tient compte de l'ensemble du cheminement du patient et aussi de la formation du personnel d'accueil et de soin. Le patient pourra estimer s'il peut ou veut se rendre dans tel cabinet en fonction de sa situation de handicap. Tous les éléments conditionnant l'accès au soin seront décrits, de l'accessibilité des extérieurs aux modalités de prise de rendez-vous, en passant par les moyens de réduire l'anxiété de patients polyhandicapés. La publication de l'annuaire se fera directement sur l'annuaire de Sante.fr en cours de développement par les services du Ministère de la Santé et qui se veut être le « Google Santé ». Dès que ce dispositif sera opérationnel, des volontaires en services civiques, des adhérents ou bénévoles d'APF France handicap commenceront la collecte des données. Il s'agira alors de sensibiliser et convaincre les professionnels de santé de compléter leur fiche sur le site, ou de les aider à le faire sur le terrain.

À terme, ce service public permettra à l'ensemble des personnes en situation de handicap et à leurs aidants de trouver l'ophtalmologiste, le dentiste ou l'ostéopathe en mesure de les accueillir près de chez eux. Une réponse fiable et concrète pour faciliter l'accès aux soins pour tous, soutenue dans le cadre de l'APF LAB.

Amélie LE BER
Délégations APF du Grand Paris



APF LAB : UN PARTENARIAT GAGNANT !

• APFinity, un dispositif d'accompagnement vers l'emploi des travailleurs handicapés



« Parce que le handicap et l'âge ne sont pas des obstacles à l'emploi. »

Ce slogan, le dispositif APFinity s'attache depuis deux ans à en faire une réalité dans le Gard et l'Hérault, départements très touchés par le chômage et la pauvreté. Fin 2016, les chiffres du chômage s'y élevaient respectivement à 13,5 % et 13,8 % contre 9,6 % au niveau national.

APFinity, c'est des réseaux pour ceux qui n'en ont pas !

Vous êtes une entreprise responsable, vous souhaitez développer votre politique handicap mais vous avez besoin d'accompagnement ? Les délégations APF France Handicap du Gard et de l'Hérault ont créé le dispositif d'accompagnement global vers l'emploi APFinity, pour l'inclusion professionnelle des personnes en situation de handicap et des seniors. **APFinity propose un accompagnement individuel et personnalisé à des demandeurs d'emploi pour les aider à bâtir un projet professionnel sérieux.**

Le **dispositif met à la disposition de l'entreprise son expertise et sa connaissance du milieu du handicap** pour l'informer sur les aides financières, l'accompagner au recrutement de profils adéquats et au maintien à l'emploi de candidats. Grâce à APF Formation, la délégation APF France handicap du Gard réalise également des diagnostics accessibilité conformément à la loi du 10 juillet 2014 concernant les Agendas d'Accessibilité Programmés (ADAP).

APFinity, c'est aussi des entreprises et des partenaires

Les entreprises partenaires sont de plus en plus nombreuses.



APFinity a déjà signé une convention avec une quinzaine d'entre elles ainsi qu'avec des partenaires comme le réseau d'entreprises adaptées d'Occitanie ou l'audacieuse Handiwork, une jeune entreprise ayant commencé son activité en plaçant des jeunes d'IME* dans des magasins à raison de 1h30 par semaine pendant un an. Et APFinity ne compte pas s'arrêter là. Tout naturellement, **le dispositif a répondu à un appel d'offres pour développer l'emploi accompagné.** Aujourd'hui, un peu plus d'une cinquantaine de personnes sont suivies par APFinity en file active. Pour la moitié d'entre elles, les sorties sont positives, avec un emploi, généralement en CDD ou une formation à la clé.

* IME : instituts médico-éducatifs

• Des relais dans le rural

D'une configuration enclavée ou recluse, certains départements se retrouvent particulièrement isolés et difficilement accessibles. Malgré les obstacles, deux d'entre eux, la Corse et la Haute-Saône, créent un dynamisme de proximité grâce à leurs groupes-relais.

Des relais de village en village en Corse

Les **groupes-relais** mettent en œuvre l'un des fondamentaux d'APF France handicap : l'action de proximité **pour informer et défendre les personnes en situation de handicap et leurs familles.** Liens entre délégation, adhérents et acteurs locaux (associatifs et élus), ces relais sont **animés par des bénévoles, sans structure fixe, à l'échelle d'un village ou d'un quartier, en partenariat avec les associations locales.** En Corse, la volonté de Florian L'Autellier, Directeur territorial, est d'implanter ces groupes pour rompre l'isolement en termes d'accessibilité, d'accès à l'information et au numérique.

En 2017, dans 17 villages, 36 groupes ont été mis en place, selon la répartition des usagers et des bénéficiaires des MDPH*.

« **La force de nos relais, c'est nos deux véhicules adaptés,** explique le directeur. On amène les personnes au relais, on discute autour d'un café, on note une demande claire ou implicite. On cherche des solutions associatives, médico-sociales ou municipales, comme, par exemple, lors de l'absence de places de parking Personne à Mobilité Réduite devant une pharmacie. Parfois, on aide à faire trois courses dans un bourg, c'est alors un mini-répit pour l'aidant. »

Des « Bus Café » en Haute-Saône

Depuis 2016, la délégation de Haute-Saône organise dans les communes des **rencontres itinérantes dénommées « Bus Café ».** Ces rendez-vous sont des **espaces d'échanges inter-associatifs thématiques dans les bars ou les Maisons des associations.** Poisson pilote de l'équipe APF France handicap, **Hubert Rémy, 55 ans, bénévole et élu aux Conseils départemental et régional APF Bourgogne Franche-Comté,** croit à la force du collectif : « *À deux pâtés de maison de la délégation, d'autres associations travaillent dans le même champ d'activités, le handicap, la précarité, la rupture de l'isolement et aussi la culture. Notre but est de regrouper toutes ces structures et de concevoir comment agir ensemble.* »

Aussi, en octobre 2018, au Parc des expositions de Vesoul, se tiendra un Forum social sur le thème « Précarités et accès aux droits », Une centaine de personnes et une trentaine d'associations y participeront.

*Délégations APF France handicap
Corse et Haute-Saône*

*MDPH : Maison Départementale des Personnes Handicapées



VoisinMalin : EN APPUI AUX QUARTIERS POPULAIRES !

VoisinMalin est une association qui **repère, salarie et forme des habitants** « passeurs » afin d'améliorer la vie quotidienne des habitants au sein des quartiers populaires.

En **porte-à-porte**, ils écoutent leurs voisins, les informent et les mobilisent sur les projets, les services et les droits qui les concernent dans leur vie quotidienne, dont ils ne jouissent pas par manque d'information, sentiment de non légitimité ou méfiance envers les institutions. Pairs reconnus par les habitants, ils sont **relais des acteurs investis sur le quartier** (associations, collectivités, bailleurs et entreprises), porteurs de l'information du dernier kilomètre, celui qui manque souvent pour atteindre les personnes concernées. Chaque mission de porte-à-porte est construite avec un acteur local, sur un sujet utile pour les habitants : un bailleur social sur le cadre de vie et l'évolution du logement, la collectivité sur l'accès aux droits, à l'éducation ou à la culture, l'Agence Pôle Emploi, l'Agence Régionale de Santé (ARS), les opérateurs d'eau, d'énergie, de transport, etc.

Dans le quartier Saint-Jean à Villeurbanne, une équipe de voisins malins a été constituée en juin 2017 et s'inscrit dans un partenariat avec l'expérimentation nationale Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée lancée en 2016, pour lequel ce quartier a été retenu avec neuf autres en France. Ainsi, les voisins malins de Saint-Jean sont choisis parmi les salariés de l'entreprise « Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée » et réalisent des missions de porte à porte encadrées directement par VoisinMalin.

L'association Res Publica a rendu possible la réalisation d'un Guide des ressources du quartier. Plus qu'un support, le guide des ressources est avant tout une démarche de co-construction imaginée avec les voisins malins. Construit avec le manager sur la base d'un recensement critique des structures apportant **des solutions aux problématiques des habitants**, les voisins malins de Saint Jean sont, depuis le mois de janvier, allés seuls, ou par deux, à la rencontre des personnes référentes des services concernés : la CAF, le CCAS, le Pôle Emploi Formation, le PIMMS (Point Information, Médiation Multi-Services) et la Maison de Service Public de Saint Jean et celle du quartier des Buers).

Suite aux visites et interviews de ces structures locales, les voisins malins ont partagé leur expérience lors de séminaires d'équipe en échangeant sur leur compréhension du service, leur ressenti par rapport aux personnes, au cadre, à l'accueil dont ils ont bénéficié. Ces informations qui les ont marqués et ces impressions subjectives sont ensuite reprises pour constituer le Guide des ressources, document à usage interne pour les voisins malins. Il leur permettra de mieux connaître et relayer l'action de ces structures.

Ce guide se différencie donc des guides institutionnels, et notamment du guide du quartier édité par la ville de Villeurbanne, **dans la mesure où il part de la vision des habitants et de rencontres vécues pour inventorier les services mobilisables, les personnes référentes, les modalités d'accès, etc...** De fait, il rend compte du quartier vécu au-delà des limites du quartier institutionnel.

Ayant enrichi leur connaissance sur les ressources des environs, **les voisins malins pourront être à même de répondre à la majorité des questions qui leur seront posées.**

Ils pourront mieux orienter leurs voisins vers les structures de proximité adéquates, quel que soit le sujet de la mission de porte-à-porte en cours.

Joël HUMBERT
Manager VoisinMalin de Villeurbanne



LIBRE : L'HISTOIRE D'UN AGRICULTEUR ENGAGÉ, CÉDRIC HERROU



En 2017, SaNoSi Productions, une société de production documentaire basée à Maintenon en région Centre-Val de Loire, a approché Res Publica afin que cette dernière s'associe au film Libre (ex-A tous vents), du réalisateur Michel Toesca.

Ce film retrace l'histoire du combat de **l'agriculteur Cédric Herrou dans la Roya, vallée du sud de la France frontalière avec l'Italie.** En 2015, alors qu'il **commence à croiser la route de réfugiés**, il décide, avec d'autres habitants de la vallée, de les **accueillir et de les aider à déposer une demande d'asile.** Mais en agissant ainsi, il est considéré hors la loi. Le réalisateur **Michel Toesca, ami de longue**

date de Cédric et habitant aussi de la Roya, l'a suivi durant trois ans. Témoin concerné et sensibilisé, caméra en main, il a vécu et filmé au jour le jour cette résistance citoyenne.

En septembre dernier, l'association Res Publica a répondu favorablement à cette demande de soutien par le biais d'un financement de cinq mille euros. Emmaüs France et Médecins du monde ont également soutenu ce documentaire qui n'a bénéficié d'aucune aide publique, jusqu'à son achèvement.

En avril, Pierre Lescure et Thierry Frémaux, le président et le délégué général du festival de Cannes, ont annoncé que « **LIBRE** » ferait partie de la **sélection officielle du Festival de Cannes 2018.** Une grande nouvelle qui a permis de braquer les projecteurs sur le combat des habitants de la Roya pour un accueil digne des exilés en Europe. Le film « **LIBRE** » **a été projeté en première mondiale le 17 mai dans la salle du Soixantième.**

Le long-métrage a reçu la mention spéciale de **l'Oeil d'or, prix qui récompense le meilleur documentaire parmi toutes les sélections du Festival de Cannes.**

Le 20 juin, « **LIBRE** » a reçu le **Prix du Public de la sélection internationale lors du Biografilm Festival de Bologne**, en Italie. Toujours en Italie, à Lecce cette fois, « **LIBRE** » **a remporté le prix du meilleur impact social au Festival Vive le Cinéma, le 15 juillet dernier.**

L'aventure de ce film ne fait que commencer. Distribué par Jour2Fête (Merci patron), de très nombreuses avant-premières et projections en festival sont organisées aux quatre coins de la France, en présence de Cédric Herrou ou Michel Toesca.

La sortie en salle de « LIBRE » est programmée le 26 septembre 2018.

En attendant, sur le terrain juridique, le combat de Cédric Herrou continue. **Poursuivi pour « délit de solidarité »** et condamné en 2017 à quatre mois de prison pour avoir « **fait passer** » **quelque 200 réfugiés** en France, il vient de remporter une première victoire : **le 6 juillet, le Conseil constitutionnel, saisi notamment par Cédric Herrou, par la voix de ses avocats, a consacré le principe de fraternité.** Pour la première fois dans l'histoire républicaine, **ce principe qui figure dans la devise de la République impose aux pouvoirs publics de respecter la liberté de chacun d'aider,** à titre humanitaire, toute personne y compris des étrangers sans papiers.

Jamais plus la solidarité ne pourra être un délit.

*Aude PERRON
SaNoSi productions*



RES PUBLICA, PARTENAIRE PRINCIPAL DE L'ACADÉMIE DE CUIVRES EN DOMBES

Depuis 2016, Res Publica soutient le Festival Cuivres en Dombes. **Cette collaboration prend de l'ampleur** puisque en 2018, Res Publica est devenu **partenaire principal** du Festival.

La 22ème édition s'est achevée le samedi 28 juillet 2018 au château de Joyeux avec le Symphonic Brass of London. **L'édition 2018 a été marquée par une météo plus que clémente** : tous les concerts ont eu lieu dans les lieux prévus en extérieur. Le public s'est déplacé en nombre pour chaque concert, gratuit ou payant.



L'aide de Res Publica a permis au festival de faire évoluer sa notoriété grâce à l'achat d'encarts presse de panneaux d'affichage en 4x3 sur les territoires limitrophes à ceux de la Dombes. Nous avons pu également investir dans différents domaines, notamment la cuisine, ce qui nous permet de faciliter le quotidien du Festival et de ses bénévoles. Notre association défend des **valeurs d'engagement, d'ouverture à l'autre, d'accessibilité à la culture et de solidarité.** Ces valeurs,

nous sommes heureux de les partager avec l'association Res Publica, qui suit l'évolution de notre événement avec beaucoup d'enthousiasme et d'attention.

L'Académie de Cuivres en Dombes est une association reconnue d'intérêt général. Elle a pour objet **le développement et la diffusion des pratiques artistiques et de la médiation culturelle en Dombes, avec un rayonnement sur l'ensemble du département de l'Ain.** Elle organise chaque année un festival où s'associent beauté des cuivres et prestige du patrimoine et quatre saisons d'inclusion culturelle en partenariat avec le Centre Romans Ferrari, l'ITEP de Raccrochage l'Arc en Ciel, et les Ehpad de Villars-les-Dombes et Châtillon-sur-Chalaronne.

Des projets soutenus en 2018

Res Publica a soutenu 3 autres projets dans le cadre de la Saison Le Beau Romans, à destination des 350 enfants hospitalisés du Centre Médical de Rééducation Pédiatrique Romans Ferrari (Miribel) :

« **Kuma et le cirque d'Atacama** » un atelier de création d'un livre de contes - Tome 3, mené par la plasticienne Flavie Labouré, avec la publication de 500 livres aux Editions Autres Talents .

« **Le Grand voyage de Kuma** » un atelier création de fresques en salles de kinésithérapie. Un projet artistique en résonance avec le protocole de développement des pratiques d'hypno-analgésie, mené par les artistes-peintres Juliette Rat-Patron et Mathieu Mary.

« **Dé Rap la Vie 3** » un atelier création de chansons Rap, tournage de documentaires, concerts... menés par Ahcène Merzouki et Marty, avec la création et la publication d'un coffret de 500 CD/DVD.

Res Publica a également accompagné l'Ehpad Public de Villars-les-Dombes dans le cadre de la saison **Itinéraire Singulier**, à destination des 82 résidents villardois : « **Au temps pour Moi 2** », atelier création radiophonique d'après des témoignages de résidents, illustration & création d'un livre-CD mené par le compositeur Charlie Adamopoulos et l'illustratrice Pauline Jacquelin - projet croisé avec les enfants du Centre de loisir de Villars-les-Dombes, avec la publication de 500 livres-CD.

Au nom du conseil d'administration de l'Académie de Cuivres en Dombes nous tenons à remercier très sincèrement **Monsieur et Madame PERRIN** et tous les membres de leur belle association pour ce si précieux soutien sans lequel tous ces projets ne pourraient exister.

Camille MARCHALLOT
Directrice Artistique Festival Cuivres en Dombes



LA MIETE UNE MAISON POUR TOUS !

La Maison des Initiatives, de l'Engagement, du Troc et de l'Echange (MIETE) est une maison ouverte, qui fourmille d'initiatives individuelles ou collectives, au service du lien et de l'innovation sociale à Lyon. Elle accueille, accompagne les porteurs de projets individuels ou collectifs et permet la rencontre, dans une démarche participative, depuis plus de 5 ans.

La maison forme et sensibilise également à la différence et à la diversité, selon le concept d'accessibilité universelle, en fédérant différents acteurs (associations, structures de l'économie sociale et solidaire, collectivités...).

Conception de bandes de guidage au profit des personnes malvoyantes et des personnes à mobilité réduites.

Suite au constat de l'inexistence de bandes de guidage amovibles pour l'extérieur et un besoin repéré et validé par les utilisateurs, l'association **La MIETE**, en collaboration avec une association adhérente AMAAC - Access 'Festival, a étudié la possibilité de développer un **nouveau produit qui complètera notre Pack d'Accessibilité Universelle à l'événementiel**, notamment en extérieur. **Le soutien financier de Res Publica a permis notamment d'initier ce projet d'envergure** qui permettra plus facilement aux publics aveugle et malvoyant (PMA) ainsi qu'aux publics à mobilité réduite (PMR), d'accéder aux événements en extérieur, notamment **le Fest'Dif, festival de la Différence et de la Diversité** organisé par La MIETE et déjà soutenu par Res Publica en 2017.

Grâce au partenariat avec le CIRFAP (École d'ingénieur en plasturgie), l'étude technique de ce projet a permis de valider la conception imaginée par La MIETE pour des bandes à double usage au profit de ces deux publics (PAM et PMR).

Les aspects techniques et la matière à utiliser, étudiés et validés par les étudiants en Master du CIRFAP durant l'année 2017/2018, vont nous permettre d'élaborer un premier prototype très prochainement. Ce prototype se fera au **FabLab 'You Factory'** à Villeurbanne. **L'aide financière de Res Publica a permis d'assurer les formations de l'utilisation du matériel d'usinage et l'abonnement au FabLab**, l'achat de la matière pour le(s) prototype(s), ainsi qu'initier la protection intellectuelle de ce nouveau produit.

Ainsi, après des tests auprès des publics concernés, en interne puis **au cours du Fest'Dif 2019, nous pourrions accroître notre proposition de services et de matériels afin de rendre accessibles les événements en extérieur et ainsi diminuer l'isolement des personnes en situation de handicap**. Notre volonté d'accessibilité universelle est de rendre la société inclusive pour tous et toutes !

Le K'FE Associatif : Espace de liens, de vie, de rencontres pour et par les habitants

Le soutien financier de Res Publica a permis de développer les initiatives et la consolidation de l'espace du K'fé Associatif, véritable lieu de vie, à la fois pour les associations membres de La MIETE, les habitants et toutes les personnes qui gravitent autour de La MIETE.

Une véritable porte ouverte pour la Maison MIETE :

En lien avec un référent MIETE, **nos bénévoles (habitants du quartier La Perralière et les autres) se saisissent de cet espace pour venir exprimer leurs envies, leurs désirs, leur créativité** mais aussi en apportant leur bonne humeur, leur pensée, leurs idées.

Notre café associatif devient un lieu de vie et de passage pour lutter contre la solitude et œuvrer pour la rencontre.

*Nadège PARANT
Co-présidente La MIETE*

LE BUS DISPENSAIRE TAABA NINGA : «ON EST LÀ POUR S'AIDER»

Créée en France en Haute-Garonne, l'association Tabaa Ninga - qui signifie en Mooré «on est là pour s'aider»- s'est donné pour objectif de transformer un **bus scolaire en dispensaire de soins mobile, autonome en eau et en énergie**, au profit des populations défavorisées du Burkina Faso.



En mars 2017, **après plus de dix ans de préparation, l'initiateur José Marin et ses amis décident de passer la main à Res Publica**. L'autocar est gracieusement remis à notre association à Lespinasse en Haute-Garonne. Plus d'une décennie d'expériences sur le terrain en matière de santé dans les communes rurales de Nanoro, Pella et Soaw, motivent le choix de nos généreux donateurs.



Res Publica a pris en charge la totalité des frais d'acheminement de la France vers l'Afrique. En janvier 2018, l'autobus, sa remorque et une ambulance prennent enfin la direction de Marseille, d'où ils partent par voie maritime vers Lomé. De là, ils rejoignent par route Ouagadougou.

Afin que ce bus soit utilisé au mieux, en accord avec l'association Tabaa Ninga, il est alors remis à l'**hôpital SCHIPHRA** à Ouaga. En effet, qui de mieux placé pour utiliser un dispensaire mobile qu'une équipe médicale ! Le bus va pouvoir alors pleinement remplir **ses fonctions de dispensaire mobile en périphérie de la capitale** dans le cadre de dépistage et médecine préventive auprès des populations les plus défavorisées.

Dès l'arrivée du matériel, une formation a été organisée pour initier les futurs utilisateurs au fonctionnement du bus et de ses installations. L'ambulance, elle, a été remise au **CSPS urbain de Nanoro** pour répondre aux besoins réguliers de transport de malades vers la capitale.

*Fabien PAGES
Directeur adjoint Res Publica*

TROIS BIBLIOTHÈQUES EN BROUSSE... OÙ EN SOMMES-NOUS?



Après avoir implanté des bibliothèques dans les principales communes rurales de notre zone d'intervention au Burkina Faso, nous vous proposons ici un petit récap de ces infrastructures aux enjeux multiples !

A Nanoro la bibliothèque compte presque 2200 ouvrages.

Depuis 2016, elle porte le nom du premier écrivain Burkinabè : Dimdoloobsom. La structure fonctionne bien avec plus de mille huit cents prêts par an. Depuis l'ouverture de la bibliothèque, nous maintenons pour les abonnés un prix social : **cinq cent francs CFA par an ! Soit moins d'un euro.** Ils sont plus de cent-dix cette année à emprunter des documents régulièrement. En 2017, l'école primaire de Nanoro C voit l'arrivée des « petits » de la maternelle Res Publica. Nous misons sur leur réussite scolaire et avons le projet de les faire lire très régulièrement. C'est un nouvel enjeu pour l'association !

A Boulpon...un tournant décisif pour la structure !

La présence de la bibliothèque dans les locaux mêmes du lycée a limité notre impact sur la population locale. Celle-ci ne s'autorisant pas à venir au lycée pour emprunter des documents. Une **bibliothèque indépendante** est actuellement en fin de construction et ouvrira ses portes à la rentrée scolaire 2018-2019.

Tout redémarre à Soaw...

A la bibliothèque de Soaw, en revanche, tout repart après plusieurs mois de fermeture et un recrutement plus sélectif. Tout est en place pour accueillir les enfants et tous ceux qui souhaitent lire et faire des recherches sur place. Un bon indicateur : **la fréquentation du lieu qui progresse.** De bonnes idées de collaboration ont été suggérées avec les enseignants. A suivre !

Christine ALLOT BOUTY
Bénévole Res Publica



MADAGASCAR : UNE ÉCOLE PRIMAIRE À ANDAVADOAKA

Stèph'Andava est une association française laïque, située dans l'Ain, qui œuvre au profit du développement de la région d'Andavadoaka, à 200 km au Nord de Tuléar dans le Sud-Ouest de Madagascar, l'une des zones les plus pauvres de la planète.

Persuadée que l'éducation est la base de tout, **Stèph'Andava développe notamment des sessions de perfectionnement et des cours de conversation en Français à destination des instituteurs, professeurs et jeunes malgaches.** Abandonnée depuis de nombreuses années en tant que langue d'enseignement, la langue française est à nouveau utilisée. Malheureusement, la plupart des enseignants, ayant été formés en langue malgache, éprouvent des difficultés et le besoin de cours de perfectionnement, ce que finance et organise l'association.

Stèph'Andava a également construit **l'école primaire publique du village d'Andavadoaka.** Cette construction de **six salles de classe** avec bureau du directeur, réserve et préau, complétée d'un puits et de latrines, a été partiellement financée par Res Publica et inaugurée le 24 novembre 2017.

De nombreuses associations et institutionnels de l'Ain ainsi que des particuliers se sont mobilisés pour que cet établissement scolaire voie le jour. Il accueille actuellement **282 élèves** pour le bonheur de la population du village qui s'investit pleinement dans son fonctionnement. Ainsi, les mères d'élèves fabriquent-elles le goûter quotidien qui se présente sous forme de petits biscuits locaux appelés « bokoboko ».

Souhaitons bonne chance et belle réussite scolaire aux enfants !

Françoise PERRIN
Présidente Res Publica



STEPH ' ANDAVA

Année 2017

RÉPARTITIONS BUDGÉTAIRES



	2015	%*	2016	%*	2017	%*
Projets Burkina Faso	2 159 454	68 %	1 981 390	66 %	2 377 404	64 %
Education	1 342 611	42 %	1 329 046	44 %	1 567 324	42 %
Agriculture	242 794	8 %	141 377	5 %	223 761	6 %
Santé	220 220	7 %	211 532	7 %	182 197	5 %
Appui aux partenaires	353 829	11 %	299 435	10 %	404 121	11 %
Projets France	336 254	11 %	362 064	12 %	570 979	15 %
Projets autres Pays	238 886	8 %	189 781	6 %	175 367	5 %
Nicaragua	180 649		112 757		123 384	
Guinée Conakry	47 621		22 318		29 171	
Mongolie	-		-		18 513	
Liban	2 700		3 000		3 300	
Biélorussie	7 035		32 944		1 000	
Sénégal	-		7 319		-	
Madagascar	880		5 426		-	
Mali	-		4 017		-	
Pérou	-		2 000		-	
Actions de Gouvernance et Consolidation de Paix	142 240	4 %	209 291	7 %	229 220	6 %
Frais de Fonctionnement	251 067	8 %	237 113	8 %	310 808	8 %
Dotations aux Amortissements	46 631	1 %	30 320	1 %	73 602	2 %
TOTAL	3 174 531 €		3 009 960 €		3 737 380 €	

* Pourcentage du montant Total

PARTENAIRES 2017-2018





RES PUBLICA

Association loi 1901 - Déclaration du 30 mai 1997 - Préfecture du Rhône
Immeuble Britannia, 10ème étage tour C - 20 Bd Eugène Deruelle
69432 LYON Cedex 03 (FRANCE)
Tél : + 33.(0)4.37.28.62.13
Fax : + 33.(0)4.37.65.02.87
info@respublica.asso.fr



RES PUBLICA ONG

Arrêté n° 2001 - 64/MATD/SG/DGAT/DLPAP du 03 juillet 2001
11 BP 788 - CMS OUAGADOUGOU (BURKINA FASO)
Tél : + 226.25.38.03.37
Fax : + 226.50.38.03.23
respublica@fasonet.bf

www.respublica.asso.fr